No 45 du 10 janvier au 24 janvier 1978

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL 3 F

. Supplément à l'Humanité rouge No 1 005

REPORTAGE
Sidérurgie
Quelle voie prendre ?

L'agression soviéto-vietnamienne

L'appel du Cambodge aux peuples du monde



Norodom Sihanouk

1979 : Pour une nouvelle formule

Le comité de rédaction de l'*Humanité rouge*-bimensuel a commencé un examen critique de son travail en vue de l'améliorer. Nous appelons tous les lecteurs à y participer en nous faisant part de leurs critiques et suggestions. C'est seulement ainsi, par un dialogue permanent entre rédacteurs et lecteurs que le bimensuel peut devenir un instrument plus adapté au service des travailleurs et de leurs luttes révolutionnaires.

De premières conclusions ont été tirées :

– Il faut mieux préciser la fonction de *l'Humanité rouge*-bimensuel par rapport à l'édition quotidienne dont les progrès accomplis depuis l'été dernier sont généralement reconnus. Cette définition nécessaire du bimensuel implique notamment une modification dans sa conception de l'actualité. Désormais une plus grande sélection des sujets abordés sera faite de manière à ne pas être obligé de répéter en plus court et moins neuf, des sujets d'actualité traités au jour le jour dans la presse quotidienne. Une plus grande part sera faite aussi à l'actualité des problèmes de vie quotidienne des travailleurs et pour cela, la contribution des lecteurs demeure irremplaçable. Écrivez-nous, envoyez-nous davantage et plus souvent des informations, des révélations, des dénonciations, des réflexions sur les conditions concrètes de vie et d'existence des gens dans le domaine du logement, de la justice, de l'école, de la santé, des loisirs, des transports, etc. Tous ces problèmes quotidiens qui font aussi l'actualité des préoccupations au jour le jour des travailleurs.

Des photos de lecteurs ou de correspondants réguliers illustrant ces thèmes seront aussi les bienvenues.

– Les premiers échos qui nous sont parvenus semblent favorables à la formule récemment expérimentée d'un dossier par numéro, dossier qui, abordant un sujet précis, permet de développer à son sujet les informations, l'argumentation, notre point de vue. Nous envisageons donc désormais un dossier régulier par numéro, de 8 ou 12 pages, exceptionnellement de 16 (sont prévus des dossiers sur : la Corse, les paysans, une interview de J. Pélikan (Tchécoslovaquie), le chômage des jeunes, l'Europe, les collectivité locales, les congrès : du PC, du PS, de la CDFT, un dossier sur l'enfance, un sur l'URSS, un sur l'Argentine).

Cela implique moins d'articles « de fond » et plus d'informations, brèves et diversifiées à côté outre le dossier, chaque numéro comprendra donc seulement un ou deux articles importants.

– Les rubriques, trop rigides, séparant la politique intérieure, les luttes ouvrières et populaires, les informations générales seront regroupées en une seule.

– La rubrique internationale sera un peu allégée. Elle comportera moins d'articles longs et plus de « brèves » et flash d'information. Elle fera particulièrement attention à ne pas développer d'articles écrits pour des « initiés », très ou fait des questions internationales.

– Le front culturel, par contre, sera nettement développé et comportera désormais au moins cinq pages par numéro sur des thèmes divers : télévision, cinéma, livres, musiques, sciences, histoire, sports, etc.

Tout cela en vue de réaliser un meilleur bimensuel, plus intéressant, plus efficace. Ce qui implique aussi un effort supérieur pour qu'un plus grand nombre de travailleurs le lisent, y collaborent, accroissent ainsi sensiblement sa diffusion.

Amis lecteurs et lectrices faites-nous connaître sans tarder vos critiques et suggestions sur le bimensuel pour qu'ensemble nous puissions atteindre cet objectif.

Le point de vue d'un lecteur

« Je lis le bimensuel seulement en partie, car je délaisse souvent, à tort sans doute, les articles traitant des pays étrangers, sauf si ce sont de petits articles, citant des faits bien précis.

Ce que je lis : les nouvelles intérieures, les dossiers réservés à la culture, l'histoire, et surtout les luttes sociales.

Étant un sportif fervent, j'aimerais voir ce sujet abordé plus souvent. Intensifiez également les articles consacrés aux luttes locales, à des faits précis ; ce sont je pense ceux qui touchent le plus les individus puisqu'ils sont confrontés chaque jour à ces problèmes sans trop savoir quelle solution y apporter.

Alors, un journal comme l'Humanité rouge *peut prouver que l'unité des travailleurs leur a déjà permis de gagner beaucoup de conflits sociaux.*

85410 La Caillere

Questionnaire

A renvoyer au comité de rédaction du bimensuel

- Age ?
- Profession ?
- Quelles sont vos principales observations, positives et négatives, concernant les derniers numéros du bimensuel ?
- Appréciez-vous la formule d'un dossier dans chaque numéro. Si oui, le préférez-vous de 8, 12 ou 16 pages ?
- Quels thèmes souhaitez-vous voir traités en priorité dans ces dossiers ?
- Etes-vous favorables au développement du front culturel. Quelles rubriques particulières de ce front souhaitez-vous voir développer ?
- Seriez-vous intéressé(e)s de participer à la réalisation d'un dossier ? Lequel ? De participer à une rubrique régulière ? Laquelle ? (Dans ce cas ne pas oublier de nous communiquer vos coordonées).

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Bimensuel du Parti Communiste Marxiste-Léniniste

Dans ce numéro

Editorial

L'évènement

Bilan

Dans l'actualité

International

Reportage

Culturel

Histoire

Dossier

«Camarades»

Le dossier que nous publions dans ce numéro a été réalisé par la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, il est constitué de larges extraits d'une table ronde publiée dans la revue *Camarades* qui vient de paraître.

La lecture de cette revue est sans doute nécessaire pour avoir une vision d'ensemble de l'armée de 1979 puisqu'on y traite des rapports entre officiers et soldats. De nombreux faits y dénoncent le mépris et les brimades dont sont l'objet des jeunes travailleurs sous l'uniforme.

Au sommaire de ce numéro de 40 pages, on trouve également des articles sur le chômage des jeunes, sur les jeunes paysans, la vie et les luttes dans les LEP et lycées, l'avortement, les sectes, la moto, sur le chanteur Gilles Servat et le Blues, les films récents, etc. On peut y lire une interview de M. Jean Gallet, vice-président de la Fédération française d'athlétisme au sujet de la participation de l'équipe de France aux championnats de Chine. En hommage au résistant Michel Manouchian, fusillé il y a 35 ans, un poster est publié, pour contribuer à ce que la jeunesse n'oublie pas. On trouvera également une double page de photos sur le Cambodge d'avant l'agression, ainsi que le début d'une bande dessinée illustrant une petite histoire de la classe ouvrière.

Alors n'hésitez pas : Abonnez-vous à *Camarades* !

LES 3 NUMÉROS 12 FRANCS
Adressez les abonnements à l'Humanité rouge en précisant « Abonnement à Camarades ».

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cédex 18
CCP : 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 3e trimestre 1978
Directeur de publication : André Druesne

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Léon Cladel, Pierre Delaube, Estelle Delmas, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau, Jean Schubert. *Secrétaire de rédaction et maquettiste* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle. Directeur de publication* : André Druesne.

«Une cause juste bénéficie d'un large soutien»

La situation intolérable créée par l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique (Cambodge) vient de franchir un nouveau seuil d'une gravité exceptionnelle.

Tour à tour, on apprenait le 6 janvier, l'arrivée à Pékin du Prince Sihanouk, partant plaider à l'ONU la cause de l'indépendance nationale de son pays, agressé et envahi par le Vietnam avec le soutien direct des Soviétiques. Et le 7 janvier tombait la nouvelle que les chars vietnamiens avaient fait leur entrée dans Phnom Penh, totalement désertée par les quelques dizaines de milliers d'habitants qui y résidaient. C'est une nouvelle guerre populaire, qui sera sans doute de longue durée, qui mobilise maintenant le peuple du Kampuchea. A nouveau celui-ci doit reprendre le chemin des maquis qu'il connait si bien et faire face à des souffrances sans nom. Mais si les Vietnamiens se targuent avec arrogance d'être la troisième armée du monde, qu'ils prennent garde : c'est la première armée du monde, celle de l'impérialisme US, que le peuple cambodgien a réussi à battre à plate couture et à rejeter à la mer. Et cela il l'a fait non seulement sans aucune aide de l'URSS qui l'agresse maintenant par Vietnamiens interposés mais déjà avec son hostilité ouverte. Moscou n'avait-elle pas gardé jusqu'au bout ses liens avec le régime corrompu de Lon Nol !

« Des faits innombrables prouvent qu'une cause juste bénéficie d'un large soutien, tandis qu'une cause injuste en trouve peu. Un pays faible est à même de vaincre un pays fort, et un petit pays de vaincre un grand pays. Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays, s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays, c'est là une loi de l'histoire. »

Certes le Vietnam dispose d'une puissante armée et derrière lui se tient la superpuissance la plus agressive du monde, l'URSS. Mais à nouveau, dans ces circonstances si difficiles pour le Kampuchea, résonne à nos oreilles la grande voix du Président Mao qui s'était élevée le 20 mai 1970, au moment du coup d'État pro-américain du Kampuchea.

Sihanouk censuré par la presse

Au cours de sa conférence de presse à Pékin, le prince Sihanouk a certes fait état des désaccords avec le régime, mais il a dit aussi, en passant en revue les cinq à six tournées qu'il avait effectuées ces trois dernières années dans la campagne en compagnie de Khieu Samphan : *« J'ai pu visiter certaines provinces le long du grand lac. Les gens y travaillent assidûment. Ils n'étaient pas malheureux ; au contraire, ils étaient souriants. J'ai entendu des chansons, non pas des chansons d'amour, mais des chansons révolutionnaires. Ces chansons ne sont pas mauvaises. Les enfants s'amusaient et mangeaient librement des bananes dans les crèches de leurs coopératives. La nourriture dans les coopératives n'est pas mauvaise, bien qu'elle ne soit pas aussi bonne que la mienne. Les salles à manger sont propres et la cuisine est bonne. Les gens ne sont pas maigres, ils sont bien nourris. La vie sur place est bonne, réellement bonne.*

Les riches ne sont pas si riches, et les pauves ne sont pas si pauvres qu'auparavant. C'est une unification de la société et une justice sociale et la majorité du peuple kampuchean l'aime ».

(Suite pages 6 et 7)

Sihanouk à Pékin : «Après avoir avalé le Kampuchea, les Russes et Vietnamiens vont menacer la Thaïlande»



A bas l'agression soviéto-vietnamienne

Notre émotion est grande mais non notre surprise. Depuis plus d'un an, nous soulignons ici même la menace d'une offensive vietnamienne de grande envergure contre le Kampuchea démocratique coupable d'indépendance, depuis très longtemps les dirigeants vietnamiens rêvent de dominer toute l'ancienne Indochine : le projet d'une fédération indochine était déjà formulé dans maints textes officiels du Vietnam et depuis tout aussi longtemps le peuple khmer refuse le joug de son grand voisin. Alors, aujourd'hui à la suite d'une « blitzkrieg », d'une guerre éclair à l'hitlérienne, l'armée vietnamienne occupe Phnom Penh et veut y installer un régime fantoche... C'est la suite logique d'une offensive menée par une grande puissance militaire (le Vietnam est à cet égard la plus grande puissance d'Asie du Sud-Est) soutenue par la superpuissance soviétique. Mais on aurait tort de croire que le social-impérialisme russe et son valet vietnamien viennent de remporter la victoire : ils viennent au contraire de se passer une corde au cou tout comme le firent en 1970 les impérialistes américains.

Comme les impérialistes américains hier, ceux qui viennent d'envahir le Kampuchea en ce début de 1979 n'auront droit qu'à la haine du peuple khmer et à la condamnation unanime des peuples du monde.

Le peuple khmer sous la direction de son parti communiste n'est pas battu : l'ennemi puissamment armé vient de s'emparer de la capitale du pays. Mais Phnom Penh ce n'est pas le peuple du Cambodge ! Et le peuple du Cambodge, lui, s'engage dans une juste guerre populaire. En ces heures sombres, nous savons que cette guerre sera probablement longue mais nous savons aussi que les agresseurs vietnamiens et leurs conseillers soviétiques finiront par être battus et ils seront battus au Kampuchea par les masses populaires khmères.

La cause du peuple kampuchea est juste, elle doit être ardemment soutenue par les peuples du monde et il faut exiger de tous les pays une ferme condamnation de l'agression vietnamienne.

Certains, sous prétexte de leur hostilité au gouvernement du Kampuchea démocratique, ont jusqu'à présent regardé passivement Hanoï lancer ses blindés contre un pays indépendant ; d'autres et c'est à bien des égards le cas des quatre chefs de file occidentaux réunis à la Guadeloupe, prétendent ne pas s'ingérer dans un conflit qui opposerait la Chine à l'URSS par Kampuchea et Vietnam interposés. Les gouvernements occidentaux représentatifs des intérêts des monopoles capitalistes s'imaginent que c'est le début d'une guerre entre l'URSS et la Chine et ils se réjouissent en s'imaginant détourner la menace soviétique de l'Europe de l'Ouest. Mais ils se trompent lourdement comme le firent avant eux, les Daladier et les Chamberlain qui voulaient pousser l'Allemagne hitlérienne contre l'URSS pour tirer les marrons du feu.

La guerre entre le Kampuchea démocratique et l'agresseur vietnamien n'est pas une guerre entre la Chine et l'URSS mais une guerre entre un peuple qui veut son indépendance et un agresseur soutenu sur tous les plans par la plus dangereuse puissance fasciste du moment ; d'ailleurs, qu'on regarde un peu la répartititon des forces militaires, des guerres, des occupations aujourd'hui dans le monde... la Chine n'a pas un seul soldat hors de son territoire, ce n'est pas elle qui occupe la Tchécoslovaquie, ce n'est pas elle qui mène une guerre barbare en Erythrée, ce n'est pas elle qui a organisé des coups d'État en Afghanistan ou au Yémen...

La Chine est attachée au principe de l'indépendance de chaque pays et c'est pour cette raison qu'elle s'oppose à toute intervention étrangère même camouflée sous l'enseigne de « la défense du socialisme » ou de l'« humanité ». Car au nom de ces principes, Moscou s'arroge le droit d'intervenir où bon lui semble comme le faisaient les Américains au nom de la défense du « monde libre ».

Quant à nous, nous avons choisi notre camp, c'est celui dans lequel nous étions déjà lorsque le peuple vietnamien, le peuple lao et le peuple khmer luttaient contre l'agression américaine, c'est le camp de l'indépendance et de la souveraineté de chaque pays.

— A bas l'agression soviéto-vietnamienne !
— Le peuple khmer vaincra !

Henri JOUR.

LE FUNSK :

Les fantoches de Hanoï et Moscou

La presse vietnamienne, soviétique... et le PCF ont choisi la formule de Goebbels : *« Plus un mensonge est gros plus il a de chance de passer »* en s'efforçant d'accréditer la thèse selon laquelle il n'y a pas de troupes étrangères au Kampuchea, mais seulement un soulèvement populaire et l'organisation qu'il se serait donnée : le FUNSK. Bien des faits s'inscrivent en faux contre une telle affirmation.

Tout d'abord l'agression des troupes vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique ne date pas d'hier. Elle a été rendue publique par Pol Pot en décembre 1977 et a connu de graves revers en janvier 1978 où une première invasion du Kampuchea avait été arrêtée net. A l'époque, il n'était pas question du FUNSK ou autres « soulèvements intérieurs » et l'action vietnamienne apparaissait crûment pour ce qu'elle était : une agression pure et simple. Le Vietnam et ses « conseillers » soviétiques n'ont pas manqué de réfléchir à ces premiers et cuisants revers qui mettaient en l'air leur stratégie « d'attaque éclair, victoire éclair ». Il devenait un peu gênant de récidiver selon le même scénario. De là est né le FUNSK, dont l'activité annoncée sur les ondes de *Radio Hanoï* en octobre dernier, à la veille de la saison sèche qui permettait la reprise des combats. Ce nouveau-né était triomphalement porté sur les fonts baptismaux par ses parrains soviétiques qui lui faisaient aussitôt tous les honneurs de leur presse. Pendant ce temps les services d'espionnage occidentaux localisaient la radio du FUNSK, censée émettre en « zone libérée »... sur le sol vietnamien !

Peu après, un programme politique était diffusé... qui reprenait dans le moindre détail les orientations vietnamiennes : programme socialiste, revendiquant une économie planifiée et une politique de bon voisinage avec le Vietnam. Et un appel au « soulèvement général » faisait long feu.

A vrai dire, ce scénario destiné à donner une légitimité à l'agression vietnamienne, n'est pas neuf. C'est exactement le même qui a été utilisé en Tchécoslovaquie voilà dix ans. Après qu'un congrès légal du Parti tchèque ait confirmé l'orientation du « Printemps de Prague » et le maintien de Dubcek, une prétendue « opposition intérieure » demeurée strictement anonyme, faisant appel au grand frère soviétique. Et les chars soviétiques de rouler aussitôt jusqu'à Prague où ils se trouvent encore aujourd'hui.

Par ailleurs, les dirigeants du fameux FUNSK sont tous d'illustres inconnus, chose curieuse si l'opposition au régime du Kampuchea était bien celle que l'on veut nous faire croire.

Enfin à qui fera-t-on sérieusement croire que ce prétendu « mouvement de libération », officiellement créé le 3 décembre dernier, disposait, 27 jours après, du formidable arsenal de chars, d'avions de combats et d'infanterie qui a déferlé sur Phnom Penh, qu'il était en mesure de pilonner pendant huit jours le Kampuchea au rythme de 100 missions aériennes de bombardements par jour ?

Non les choses sont claires et tous ceux qui ont crié par le passé *« A bas l'impérialisme US et ses laquais »* doivent comprendre qu'aujourd'hui la cause de l'indépendance et de la liberté exige que l'on s'unisse contre le social-impérialisme russe et ses laquais.



Pol Pot un habitué des maquis

Les dirigeants légitimes du Kampuchea disposent d'une longue expérience des maquis. Pol Pot lui-même, élu secrétaire général du Parti communiste du Kampuchea en 1963, après l'assassinat de son prédécesseur par la police du régime, a passé 12 années dans le maquis. C'est un élément de sa biographie qu'il a révélée aux journalistes yougoslaves, en mars 1978 :

« En 1963, je ne pouvais plus rester à Phnom Penh. J'ai dû gagner le maquis. Je n'étais pas très connu du public mais la police de Lon Nol qui suivait mes activités me connaissait sans pour autant savoir exactement qui j'étais. A Phnom Penh, j'étais le responsable général du mouvement dans la capitale. J'étais également responsable des liaisons avec la campagne. Je suis entré dans le maquis en 1963 et je suis revenu à Phnom Penh le 24 avril 1975.

... A la campagne, je me suis installé principalement dans les régions les plus reculées, j'ai parcouru tout le pays, aussi je connais assez bien le peuple, la géographie et la situation économique du pays. Ma base d'appui se trouvait dans la région où vivent les minorités nationales, c'est-à-dire dans la région du Nord-Est. Je connais parfaitement ces minorités nationales...

Chine

« C'est pour servir le plan stratégique expansionniste de l'URSS que les autorités vietnamiennes se sont livrées à une agression aussi frénétique contre le Kampuchea ».

« Le gouvernement et le peuple chinois suivent avec une attention particulière la grave situation à laquelle fait face le Kampuchea.

Nous soutenons invariablement la juste lutte du gouvernement et du peuple kampucheans contre l'agression. Nous accordons notre ferme appui à la juste position du gouvernement du Kampuchea démocratique définie dans sa déclaration du 2 janvier, ainsi qu'à sa demande raisonnable pour la convocation d'urgence du Conseil de sécurité et pour une intervention de l'ONU. Nous soutenons avec fermeté les efforts déployés par le peuple du Kampuchea pour mener jusqu'au bout la guerre sacrée d'autodéfense nationale. Nous espérons que tous les pays et peuples soucieux de la paix et de la stabilité dans le Sud-Est asiatique, en Asie et dans le monde prendront toutes les mesures possibles pour mettre fin à l'agression barbare des autorités vietnamiennes contre un État souverain ».

Militants du PCF

Ne permettez pas que le Kampuchea devienne une nouvelle Tchécoslovaquie

Pendant qu'à Moscou et à Hanoï on se réjouit ouvertement de « cette victoire de l'humanité » que constitue l'invasion du Kampuchea par des troupes étrangères, que fait le PCF ? Une fois de plus, force est bien de le constater, il aligne inconditionnellement sa politique étrangère sur celle de Moscou.

« Nouveau pouvoir à Phnom Penh. Les forces du FUNSK sont entrées dans la capitale. » titre à la une, *L'Humanité* du 8 janvier. L'article nous apprend que *« les forces du FUNSK »*, le front fantoche créé de toutes pièces par Hanoï *« aidées par la population, ont pénétré dans la capitale »*. Il appuie la demande du dit FUNSK de représenter désormais le Kampuchea à l'ONU au lieu et place des dirigeants *« renversés »* et de *« Sihanouk censé les représenter »*. Il reproduit en les approuvant les propos odieux et grossièrement mensongers de l'ambassadeur du Vietnam à Paris selon lesquels *« les Cambodgiens se sont soulevés pour sauver leur pays. Il s'agit d'une guerre révolutionnaire interne dans laquelle personne de l'extérieur ne peut s'ingérer. »*

Un article d'Yves Moreau intitulé *« une page tournée »* reprend les calomnies les plus éculées sur la *« terreur barbare »* et le *« génocide »* à propos du régime légitime du Kampuchea, agrémentées d'un détail supplémentaire qui prouve qu'il ne craint pas le ridicule : *« Il ne faut pas oublier non plus la menace que l'ancien régime cambodgien représentait pour le Vietnam lui-même... »*

Pour conclure, une grossière attaque contre la Chine présentée comme préparant une agression à la frontière du Vietnam et une mise en garde aux dirigeants chinois : *« Souhaitons qu'ils s'abstiennent d'eux-mêmes les jours prochains de donner à l'affaire une dimension nouvelle qui risquerait d'être redoutable pour la sécurité dans le Sud-est asiatique... »* Un comble ! Comme si la sécurité et la paix dans cette région n'étaient pas gravement mises en danger par l'agression ouverte du Vietnam et de ses maîtres soviétiques dont, par ailleurs, *l'Humanité* ne souffle pas un traître mot !

Nous nous adressons à tous les militants sincères du PCF et nous demandons à tous nos lecteurs de s'adresser à ceux qu'ils connaissent pour demander à la direction de leur parti des comptes sur ce nouvel et flagrant alignement sur Moscou au détriment d'un peuple qui lutte pour son indépendance, sa liberté et son existence-même, directement menacée. Car, quelles que soient l'opinion ou les interrogations qu'ils peuvent avoir sur le régime légitime du Kampuchea, la question n'est pas là. La question est de savoir en l'occurrence qui est agresseur, qui est agressé, qui défend une cause juste, qui défend une cause injuste. La question est de ne pas permettre que le Kampuchea soit une nouvelle Tchécoslovaquie où de soi-disant libérateurs (en réalité des troupes d'agression étrangères) réduisent un peuple en esclavage.

Les réactions internationales

Face aux tragiques événements qui se déroulent au Kampuchea, tombent les premières réactions internationales : joie bruyante à Moscou et à Hanoï, indignation pour tous les pays de l'Asie du Sud-Est qui se sentent directement menacés par l'expansionnisme vietnamien et leurs maitres soviétiques. Condamnation formelle en Chine, en Corée, embarras du Parti communiste italien, inquiétude dans le tiers monde, l'ampleur des premières réactions connues marque l'importance de l'événement qui se joue en Asie du Sud-Est mais dont chacun est à même de comprendre la dimension internationale.

Il est particulièrement intéressant de noter la lenteur et la prudence des premières réactions des gouvernements occidentaux qui traduisent leur embarras et leur grande crainte d'irriter Moscou. Pas fâchés de voir attaqué un régime communiste sur lequel il n'avait pas de prise et qui représente un fâcheux exemple pour tout le tiers monde, ils sont cependant conscients du fait que les chars vietnamiens à Phnom Penh marquent un nouveau pas en avant de l'expansionnisme soviétique qui pousse ses pions un peu partout dans le monde. La discussion de la Guadeloupe dont la teneur est destinée à demeurer secrète pour les peuples du monde, a bien dû aborder ce problème. Mais il semble bien, et Giscard n'a pas été le dernier à plaider en ce sens, qu'un consensus se soit dégagé pour ne pas réagir d'une manière qui pourrait déplaire trop fortement à l'URSS. Les protestations se font donc mesurées et on se garde bien d'évoquer le rôle de Moscou dans cette affaire.

France

« Nous appuierons les efforts qui seront faits pour aboutir à une solution conforme au droit international »

« Dès le 2 janvier de l'année dernière le gouvernement français avait publiquement mis en garde contre les graves dangers qu'avait entraînés la reprise des combats dans une région du Sud-Est asiatique particulièrement sensible. Il déplorait que les peuples vietnamien et cambodgien auxquels les lient une aussi ancienne amitié ne parvenaient pas à s'entendre et à régler leurs différends par des voies pacifiques. Dès lors, il n'a cessé de recommander une politique fondée sur le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Cambodge et cela indépendamment du jugement qu'il porte sur les souffrances que le régime de Phnom Penh a imposées au peuple cambodgien. Telle est la position que la France défendra devant le Conseil de sécurité. La France appuiera les efforts qui seront faits pour aboutir à une solution conforme au droit international, et à la Charte des Nations-Unies, à l'intérêt véritable de tous les pays de la région et à l'équilibre global en Asie. Cette solution implique l'existence d'un Cambodge qui serait effectivement démocratique et souverain. »

USA

« Un soi-disant régime a été imposé par une force militaire extérieure... »

Robert Oakley, responsable au secrétariat d'État chargé de l'Asie, de l'Est et du Pacifique, a déclaré à Bangkok : *« Hanoï envahit le Kampuchea, voilà un fait, quoiqu'il prétende que cette guerre est engagée par une force rebelle kampucheane... vous savez très clairement qu'un soi-disant régime a été imposé par une force militaire extérieure sur le gouvernement, quoique nous n'aimions pas le régime de Pol Pot, je ne suis pas sûr qu'un nouveau régime quelconque soit meilleur pour le peuple du Cambodge ».* Il a indiqué que les USA soutenaient la demande du Kampuchea pour une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU au sujet de l'agression vietnamienne et que les relations diplomatiques USA-Vietnam seraient retardées du fait de cette agression.

(Suite au verso)

St-Chamond

Des vigiles contre les grévistes

A St-Chamond (Loire) : l'usine J.G. Martin, la seule en France à produire du velours uni, est occupée depuis sa mise en liquidation en août 1977. La plus longue occupation connue dans la région Rhône-Alpes. En guise d'adieu, le préfet de la Loire (muté dans les Yvelines) ordonne le 21 décembre l'évacuation par les forces de l'ordre qui s'effectue sans difficultés à trois heures et demie du matin : il n'y a en effet que deux ouvriers de garde. Seulement, derrière les flics, pénètrent dans l'usine accompagnés de deux chiens policiers dix vigiles de l'Agence Lyonnaise de sécurité, laquelle est dirigée par sieur Charles Lavilley, commissaire en retraite, impliqué dans les scandales de proxénétisme lyonnais et condamné de ce fait à 17 mois de prison avec sursis. La nouvelle se répand non seulement dans la ville, mais aussi dans d'autres entreprises de la région stéphanoise. Plus de 3 000 manifestants envahissent l'usine et assiègent les vigiles, malgrés les exhortations à la patience du responsable de l'UD-CGT. A midi, le calme est revenu, les chômeurs de J.B. Martin réoccupent « leur » usine.

Le même jour à Denain (Nord) : 15 000 personnes manifestent aux cris de « *Le chômage ras-le-bol* » et trois délégués syndicaux (deux CGT et un CFDT) comparaissent devant le tribunal des référés de Valenciennes pour occupation illégale des locaux d'Usinor et de l'Agence nationale pour l'emploi.

La veille à St-Nazaire : de violents incidents avaient opposé les grévistes de la Construction navale aux gardes mobiles venus libérer les directeurs qui refusaient de payer les heures de grève.

A Lyon, devant les magasins de la Redoute : 24 vendeuses dissuadent la clientèle. Baptisées « conseillères de vente », elles gagnent de 1 870 à 2 150 F par mois...

(Suite de la page 7)

Japon

« Nous étudions des mesures à prendre à l'égard du Vietnam, y compris des mesures économiques ».

Le gouvernement japonais a annoncé qu'il se préoccupait vivement du développement de la situation au Kampuchea et étudiait des mesures à prendre à l'égard du Vietnam, y compris celle concernant son aide économique à ce pays. Au cours de sa visite au Japon en décembre dernier, le ministre vietnamien des Affaires étrangères avait reçu la promesse d'une assistance de 14 000 millions de yen en s'engageant en contrepartie *« à poursuivre une politique indépendante et favorable à la paix et à la stabilité en Asie »* !

Dans l'actualité



Le préfet de la Loire ordonne l'évacuation des locaux de l'usine J.B Martin de Saint-Chamond. Plusieurs milliers de manifestants appelés par la sirène de la cité et le tocsin de églises rompent le cordon de la police et ... réoccupent leur usine.

Avec les bons vœux de Simone Veil

Elle est retraitée, elle à 71 ans. Depuis longtemps sa vue est très mauvaise et elle est suivie régulièrement par le service d'ophtalmologie de l'hôpital Foch à Surennes. Récemment, le médecin de ce service qui la soigne lui annonce une bonne nouvelle : la sortie d'un nouveau médicament très efficace pour ce qu'elle a et il le lui prescrit.

Oui mais voilà, ce « Collyre Timoptic » bien que fabriqué à Clermond-Ferrand n'est pas vendu en France, elle va donc devoir aller à Genève pour s'en procurer. Son médecin lui a expliqué que la Sécurité Sociale refusait le remboursement de ce produit car elle le trouvait trop cher. Comme cela n'est pas médicalement justifiable, il suffit d'en interdire la vente en France et le tour est joué.

Des ennuis pour le chef-cantonnier

Rappelons-nous : Chirac avait embauché un architecte de génie, Ricardo Bofill, pour boucher le trou des Halles, puis l'avait tout aussi facilement « remercié ». Le bouchage aurait coûté 70 millions de francs. Bofill avait touché 2 millions de francs d'avance. Il réclame maintenant devant les tribunaux 7 millions d'indemnités à deux sociétés dépendant de la ville de Paris : La Semah et la RIVP... Les mauvaises factures...

Et son ami J.C Decaux

Vous connaissez l'inventeur des fameux abribus qui a passé des contrats exlusifs avec 532 villes françaises et le ministère des PTT pour l'installation des téléphones publics. C'est lui aussi qui a mis au point les « sucettes », ces panneaux qui portent d'un côté un plan de la ville et de l'autre des écrans géants avec horloge, publicité tournante et informations municipales. C'est lui enfin qui a repris aux envahisseurs allemands l'idée simple des mâts directionnels, dont 25 000 viennent d'être vendus à l'URSS pour les prochains Jeux olympiques de Moscou. Il réalise maintenant le cinquième de son activité avec l'étranger : Portugal, Belgique, Pays-Bas, URSS, Canada.

Or le Conseil d'État vient d'annuler une disposition autorisant la *« publicité sur le mobilier urbain »*. Décision accueillie avec sérénité par notre publiciste qui s'appuie dit-il *« sur l'intérêt du public et des utilisateurs »*.

Cynisme du petit marchand de chaussures arrivé qui est apprécié comme *« patron de choc »* par les quelques 800 travailleurs de son entreprise pour son attitude antisyndicale, mise à pied pendant quatre mois d'un délégué, obstruction puis sabotage des différentes élections professionnelles, pressions de toutes sortes...

Les Willot restructurent

Malgré leurs difficultés – 35 millions de francs de perte – ils viennent de décider le versement d'un dividende de 12 F aux 15 000 actionnaires du groupe, le double de celui de l'année dernière. Mesure faite sans doute pour masquer d'autres opérations d'envergure et notamment la structuration d'un groupe qui représente quelque 10 milliards de francs de chiffres d'affaires. Structuration dont le maitre en sera J. Dumon, ancien directeur de cabinet de d'Ornano lorque celui-ci était à l'Industrie, et dont le schéma est très à la mode dans le grand patronat actuel : on scinde, on filialise, on brade des canards boiteux, on dégraisse. Première phase : le groupe va être reconstitué autour de deux *« pôles d'activité »* (jargon à la mode au CNPF).

D'un côté, les activités de distribution : Conforama, Galeries Anspach en Belgique, sous la tutelle de la Société foncière financière Agache-Willot. De l'autre, les sociétés dites de production, dont le groupe Boussac.

La deuxième phase va se solder par combien de milliers de licenciements ?

Ceux qui payent la note de l'hiver

L'hiver est là et avec lui le froid. Que fait le gouvernement ? Il augmente le fuel domestique ! Comme chaque année, l'hiver apporte son lot de difficultés, voire de malheurs pour les travailleurs et surtout pour ceux qui, tels les chômeurs, les vieux, les pauvres en général, ont de faibles ressources.

En raison du chômage galopant, combien de familles ont des difficultés pour pouvoir se chauffer ? Dans la seule ville de Reims par exemple, près de 6 000 familles ont du retard dans le paiement des factures d'électricité. Le courant et avec lui le chauffage ont certainement été coupés pour un certain nombre d'entre elles. Combien de personnes âgées touchant une maigre retraite peuvent à peine se chauffer ? Il est nécessaire que les plus pauvres, les chômeurs, les vieux, les familles dans le besoin puissent par temps froid se loger, se vêtir chaudement.

Il faut exiger que l'électricité et le chauffage soient remis à ceux qui ne peuvent le payer et que des mesures d'urgence soient prises pour que chaque famille puisse vivre convenablement.

Étrange spectacle dans les rues d'Étampes. Des chars tentent de dégager la ville bloquée par les neiges. La vague de froid que nous subissons n'a rien d'une catastrophe naturelle imprévisible. Ce qu'on constate, c'est que rien n'est fait, rien n'est prévu pour faire face à une telle situation. Ce qu'on constate, c'est que des spéculateurs tirent profit du froid et que des pauvres en meurent.



SIDERURGIE :

REPORTAGE
du Bureau de presse du Nord

Quelle voie pour la lutte ?

L'union fait la force

5 000 licenciements à Usinor-Denain, 550 à Usinor Trith-Saint-léger, 420 à La Chiers à Anzin. Au total, près de 6 000 licenciements pour le Valenciennois. En comptant les emplois induits, il a été calculé que 26 000 emplois seront supprimés. En ajoutant ce chiffre aux 13 000 chômeurs de l'arrondissement, on atteindra dans quelque temps le chiffre de 37 000 chômeurs soit 1 chômeur pour 2 personnes actives... Telle est l'ampleur du coup porté à cette région du département du Nord, pétrie par le labeur de générations d'ouvriers. Stupeur, colère. Mais ici, au plus loin que l'on remonte, on a le souvenir de luttes, de grèves, de batailles de classe... Mineurs, métallos, sidérurgistes : de père en fils on a combattu les maitres de la houille, du fer, de l'acier. Comment tout cela pourrait-il s'effacer des mémoires ? Et puis, 59 % des travailleurs d'Usinor-Denain ont entre 44 et 50 ans. En d'autres termes, voici une classe ouvrière expérimentée qui dispose d'un passé et de cette tradition dont on est fier.

La lutte a commencé. Des actions de masse chaleureuses comme l'occupation n'ont pas été prolongées. Certes, la lutte sera longue mais c'est dès maintenant que se renforce la mobilisation des usines touchées et également des autres usines du trust : l'union fait la force. Y travailler c'est le vœu ardent des sidérurgistes de Denain.

Une seule solution : la lutte

Si pour maintenir l'emploi sur place, il faut rénover tel secteur, adjoindre une coulée continue à l'aciérie, en installer une nouvelle à oxygène... Pourquoi pas ? Que les emplois soient maintenus, c'est avant tout affaire de lutte. La voie de la concertation, de la participation est une impasse. Tout ouvrier qui a un peu de bon sens sait que le patron cède si on le contraint. Lui présenter des suggestions n'est certes pas la voie de l'efficacité. Et dès lors qu'on parle de « *solutions industrielles* », il faut savoir sur quel terrain l'on s'engage, exiger le maintien de l'emploi sur place est une revendicaton qui se tranche sur le terrain de l'action contre le patronat et le gouvernement à la grande satisfaction des travailleurs. Et demander une « puissante sidérurgie française moderne » est une requête que l'on formule dans un conseil d'administration entre administrateurs associés à la grande satisfaction des monopoles. *« L'existence d'une sidérurgie forte est-elle pour la France un facteur capital de son indépendance nationale... ? La réponse va de soi... La mise hors jeu de la sidérurgie française entrainerait la domination progressive de l'industrie étayée sur nos industries utilisatrices d'acier : l'intérêt national commande de défendre la sidérurgie contre les tentations, d'où qu'elles viennent, de la volonté de puissance. »...*
(Extrait de la revue patronale Actualités industrielles du Nord *– octobre 1978, éditée par la chambre syndicale de la sidérurgie du Nord de la France.)*

Nous ne pensons pas pour notre part qu'il soit obligatoire de « prendre en compte des revendications sociales en liaison avec la discussion des questions industrielles ».

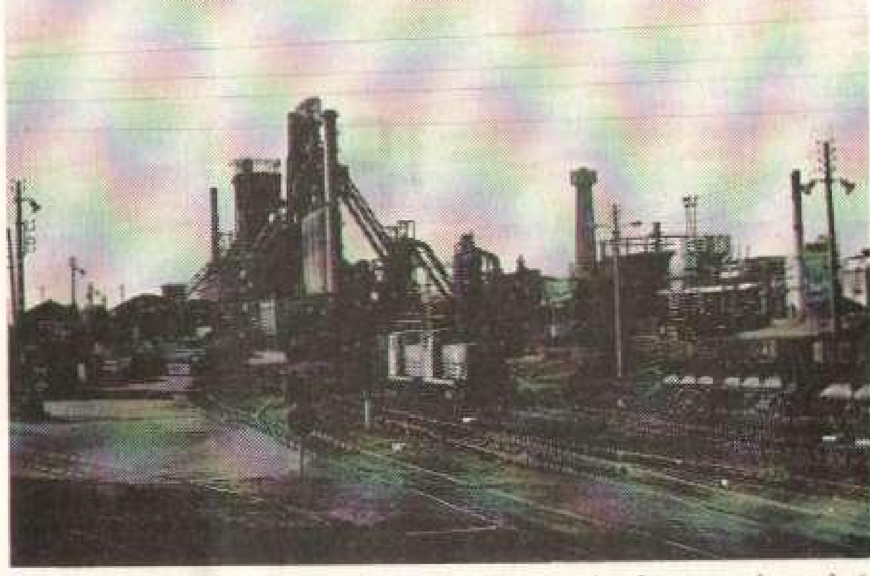
Les revendications sociales sont une chose et les questions industrielles une autre, toute différente pour peu qu'on veuille bien y réfléchir. Les premières trouvent leur solution par la lutte de classe permettant d'établir un rapport de force en faveur des travailleurs et sur cette base de contraindre le patronat à négocier.

Quant aux secondes, puisqu'elles ne donnent pas lieu à une lutte de la classe ouvrière, la politique qu'elles impliquent n'est plus la lutte de classe.

Rémi DAINVILLE.

Nous nous sommes entretenus avec les représentants de la CGT et de la CFDT d'Usinor Denain. Ils nous ont décrit la situation et donné leur point de vue sur la lutte et les perspectives à venir. Où en est-on ? Comment poursuivre l'action ? De quelle manière la faire aboutir ? Ces responsables syndicaux répondent selon la ligne de leur centrale. Quoi de plus normal ? Mais il est aussi normal que nous, marxistes-léninistes, exprimions nos propres points de vue. Clairement et tranquillement. Cela n'est-il pas conforme à la volonté de la classe ouvrière de réaliser son unité autour d'une orientation de classe ? C'est donc ce que nous ferons en prolongeant les interventions par quelques remarques visant à souligner les convergences, cerner les désaccords et préciser au mieux nos propres positions.

Nous croyons qu'une telle démarche ne pourra que contribuer à impulser la lutte unie des sidérurgistes notamment de Denain.



« L'arrêt de ces hauts fourneaux d'Usinor Denain, c'est la mort et la paralysie de toute la région ».

Interview de trois responsables CFDT d'Usinor-Denain : Michel Brunian, secrétaire de la section, Albert Dhennain représentant au CE et Raymond Carpentier membre du CE

– Comment voyez-vous la région de Denain ? Et si les licenciements prenaient effet ?

On estime, au total, que ces licenciements vont concerner 24 000 personnes. Il faut compter trois emplois induits pour un emploi à Usinor. L'arrêt des hauts fourneaux, c'est l'arrêt de la cockerie qui ne travaille plus que pour eux. C'est l'arrêt de toutes les petites et moyennes entreprises relatives à la sidérurgie. C'est la mort des transporteurs qui transportent les ouvriers. C'est la mort de la raffinerie Antar qui fournit le fuel à Usinor, de l'Air liquide qui fournit de l'oxygène pour l'aciérie. Tous ceux qui fournissent du matériel à Usinor sont touchés, c'est fantastique, ne serait-ce que ceux qui fournissent le papier, l'imprimerie. Tout le commerce est touché jusqu'aux bistrots aux portes des usines, mêmes les services publics, écoles, PTT, SNCF, etc.

s'en sortir. Un petit peu à la fois on est arrivé à obtenir des CES, collèges techniques, IUT, centres universitaires pour améliorer le tonus de la région.

Aujourd'hui qu'on l'a, s'il n'y a pas d'autres activités à haute technicité qui viennent s'installer, cela veut dire que les jeunes vont aller s'installer ailleurs. Alors en plus de la catastrophe économique, les jeunes ne peuvent pas exercer une activité relative à leurs études. Si une région se vide de sa jeunesse, c'est catastrophique en plus. On fera peut-être de la voile sur le canal à grand gabarit, ou

Le centre universitaire de Valenciennes vient de devenir université, on se demande bien pourquoi faire. Pendant longtemps on a été écrasé par un monopole industriel dans le coin, il n'y avait pas moyen de du tertiaire. Usinor dans la région c'était le dernier bastion. Il y a eu les mines, la métallurgie mais les gens arrivaient à se reclasser. Aujourd'hui, l'arrêt de la sidérurgie, c'est le dernier gros bastion, c'est le coup de matraque.

– Comment peut-on espérer faire plier le trust Usinor et le gouvernement sur la question des licenciements à Denain ?

On peut aboutir sur les mesures : là ce sont 5 000 licenciements. C'est brutal. Notre objectif ce sera pas de licenciements sans reclassement préalable et encore il faut voir ce que c'est que les reclassements. C'est aussi de faire changer le plan industriel. On pense qu'il faut maintenir Usinor Denain en activité. Denain, c'est la 3e usine sidérurgique de France après Fos et Dunkerque et on dispose d'atouts solides pour maintenir Denain. Mais ça rejoint un plan politique. Quelles sont les orientations de la politique industrielle au niveau national ? Quand on voit qu'on maintient l'aciérie de Neuves-Maisons,

c'est bien pour les copains de Neuves-Maisons, mais c'est incroyable. C'est de tout petits hauts fourneaux. Ils sont plus petits que les hauts fourneaux de Trith qu'on vient de démolir. L'expérience montre que lorsqu'on arrête un haut fourneau, c'est fini, même si techniquement c'est possible de le maintenir en état.



Rassemblement à Denain : 40 000 personnes le 22 décembre.

— Comment peut se manifester la solidarité avec les autres entreprises du trust, avec les autres entreprises de la région ?

Il n'y a pas longtemps, on a arrêté Usinor-Louvroil ; Trith a pris un sérieux coup dans le dos. On n'a jamais réussi à mobiliser au moins l'ensemble des travailleurs du trust pour faire quelque chose. Notre préoccupation première est de nous battre nous-mêmes.

Avant, si Dunkerque faisait grève ça arrangeait bien la direction de Denain et ça favorisait la division. Maintenant, si une usine comme Dunkerque fait grève, c'est gênant pour tout le trust. Les bagarres ne seront peut-être pas toutes du même genre mais les petits ruisseaux font les grandes rivières. Il faut des actions convergentes avec peut-être des luttes différentes.

— La combativité à Denain ?

On la sent d'une manière très nette à Denain, Trith et à la Chiers. Les gens ont davantage pris conscience de la réalité des choses et on sent la combativité monter de jour en jour. Les gens se rendent compte qu'ils n'ont plus rien à perdre, et que de leur combativité dépend leur sort. L'occupation n'était pas facile. On venait jusqu'à Denain en bus et il fallait repartir en bus vers les services centraux. Il y a des gens qui viennent de 30 km. Ça crée des problèmes. Mais au niveau de l'esprit, les gens en veulent. Ça nous intéressait pas d'occuper Usinor-Denain. C'est pas difficile d'occuper mais pour quoi faire ? Une usine qui est appelée à être arrêtée, est-ce que ça vaut le coup de l'occuper ? Est-ce qu'il ne faut pas aller plus loin et attirer l'attention de tout le monde à la fois de la population et des pouvoirs publics ? Ça n'atteint pas que l'usine, ça atteint une région toute entière.

Propos recueillis par
Joseph DUTILLEUL.

Le Comité central du PCML
Du travail pour tous !

Giscard, Barre, Ceyrac n'arrêtent pas de nous prédire des jours meilleurs. Mais le temps passe et les vagues de licenciements se succèdent. Jamais le chiffre des chômeurs n'a été aussi élevé. 1 700 000 chômeurs, sans parler des femmes ou des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Pas une famille populaire qui ne soit touchée.

Avec la Navale, le textile, l'imprimerie, c'est de nouveau la sidérurgie qui est visée : 20 000 licenciements y sont annoncés. Ce ne sont pas seulement des usines qui vont fermer, mais des villes entières, comme Longwy et Denain qui sont menacées. Et l'offensive du patronat et du gouvernement ne s'arrêtera pas là. 1979 sera encore une année dure pour les travailleurs.

Que l'économie capitaliste française soit en crise ou pas, les travailleurs n'en sont pas responsables. Ils n'ont pas à faire les frais des solutions permettant de développer les profits des monopoles. Leur affaire à eux, c'est de défendre leur droit au travail, d'exiger du travail pour tous.

Les licenciements, le chômage ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants. Pour faire reculer patronat et gouvernement, il existe une issue. C'est la lutte unie et résolue de tous les travailleurs, chômeurs et actifs, Français et immigrés, ceux des secteurs directement touchés ou menacés et ceux des entreprises qui tournent, où la grève peut faire mal aux profits du patronat.

La voie de l'action, c'est celle qu'ont commencée de suivre les ouvriers de Longwy, les travailleurs de Saint-Chamond, de Saint-Nazaire. Elle seule peut faire reculer le patronat à Denain.

C'est toute l'expérience du passé qui nous enseigne : seule l'action paie.

Contre l'offensive générale du patronat, le Parti communiste marxiste-léniniste appelle à la mobilisation générale des travailleurs ! Que la plus large solidarité populaire se développe dans tout le pays, sous toutes les formes possibles, aux côtés des travailleurs qui sont déjà dans la lutte et de ceux qui vont y entrer !

Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !
Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste.
Le 27 décembre 1978

Interview de Bernard Ethuin, responsable de la section UGICT CGT d'Usinor Denain

— Peux-tu nous retracer les différentes actions menées depuis l'annonce des licenciements par Etchegaray ?

Le mardi 12 décembre se tenait le Comité central d'entreprise (le CCE extraordinaire à Paris) au cours duquel Etchegaray a annoncé les licenciements. 500 à 600 travailleurs de Denain sans compter Trith et Montataire étaient présents pour manifester leur colère. Nous avons manifesté sur les Champs-Élysées et au retour on a bloqué l'autoroute pendant une demi-heure au péage de Survilliers. Le mercredi 13, c'était le meeting intersyndical rassemblant 4 000 personnes et suivi par un défilé massif. On a développé la discussion avec le personnel par service. Le jeudi 14, en intersyndicale groupant Denain, Trith et la SVI (Société valenciennoise industrielle), l'occupation a été décidée à compter du lendemain. Le vendredi 15 nous avons appelé par tract à un meeting à Denain, les travailleurs étaient ensuite conduits en car jusqu'à Trith devant les services centraux. A 11 heures du matin, on comptait 4 à 5 000 personnes. Ceux de Denain, de la Trith et les services centraux de la SVI, de la Chiers d'Anzin. On a proposé aux travailleurs d'occuper. Ça a été un oui massif, la grève générale était lancée. A Denain, on a organisé alors un service d'autobus qui faisaient la navette à la fin de tous les postes de Denain à Trith. La grève était complète. Bien sûr la sécurité était assurée et il a fallu maintenir des équipes jusqu'au dimanche matin par exemple aux hauts fourneaux qu'il fallait « couvrir ».



La manifestation de Denain du 22 décembre. L'attaque capitaliste y est extremement brutale et concerne l'ensemble de la ville de Denain qui vit entièrement d'Usinor. Des milliers d'hommes sont concernés dans cette ville à traditions ouvrières

Le mercredi 30 on a procédé à la deuxième consultation des travailleurs par un vote à bulletin secret. 99 % étaient pour la poursuite de l'occupation (il n'y a eu que 30 non) qui devait être reconduite jusqu'au vendredi 22. Ce jour-là, jour de la grande manifestation à Denain, on a jugé qu'il fallait interrompre l'occupation, compte tenu d'une part de l'approche des fêtes de fin d'année et d'autre part il fallait préserver la combativité pour une lutte qui s'annonce longue et dure et éviter de tomber dans un pourrissement. Les travailleurs par un vote à main levée se sont rangés à cet avis. Parallèlement, durant toute la semaine d'occupation, la CCE se tenait et nous avons demandé à Etchegaray de négocier, ce qu'il a refusé. Aussi les membres de la CCE ont-ils demandé sa démission.

— Hier une intersyndicale a eu lieu, des décisions ont-elles été prises pour relancer l'action ?

Il y a eu un échange de vues. Des lettres seront envoyées à Jacques Ferry, à Barre, à Etchegaray et à la commission d'enquête demandant la suspension des licenciements et l'assurance de conserver une sidérurgie forte. Des actions, on en mène actuellement service par service, l'action d'occupation a porté ses fruits : ça a gêné considérablement Usinor. On a été mis en référé pour « abus de propriété » et dans sa plaidoirie l'avocat d'Usinor a annoncé que l'action d'occupation faisait perdre beaucoup d'argent à Usinor. Le blocage des services centraux où se fait, sous ordinateur, le paiement des fournisseurs, des réceptions de fonds, etc. se répercutent encore maintenant.

Et à Dunkerque ?

La CFDT et la CGT se sont rencontrées en intersyndicale mais aucune décision commune n'a été prise. Aussi la CDFT est-elle seule à lancer un mot d'ordre de 36 heures de grève pour le 30, une équipe, et le 31 les trois autes équipes . La CGT ne veut rien faire durant cette période de fête, et dans la grève de 36 heures, il faut bien reconnaitre les faits : encore une action en ordre dispersé qui ne fera pas l'unité de l'ensemble des travailleurs syndiqués et non-syndiqués. De plus, le moment est mal choisi, à la fin de l'année, beaucoup prennent leurs congés, ou s'ils travaillent la veille du 1er janvier ou le 1er, faire grève c'est perdre beaucoup. Des actions communes sont prévues pour janvier. Bien sûr, il est grand temps d'agir et la CFDT veut respecter les engagements pris lors du meeting du 20 novembre contre le passage au 2X8. Mais pourquoi CGT et CFDT n'ont-elles pas lancé d'action à ce moment là et le 29 décembre pourquoi ne pas avoir organiser un bus pour aller *massivement*, et non pas à 15, à la manifestation de Denain.

Des réunions d'information avec débrayage ont eu lieu mais quels liens concrets a-t-on fait avec les 20 000 licenciements du premier plan acier ?

A Usinor Mardyck qui occupe 1 800 personnes à trois kilomètres d'Usinor-Dunkerque, la grève par poste a été lancée le 30 décembre, contre la décision de la direction de faire passer les postés en 3X8 dans plusieurs secteurs, ce qui entrainerait une perte de salaire pour 280 sidérurgistes qui verraient en même temps leurs horaires passer de 40 heures à 42 heures trente. Les travailleurs exigent la 5e équipe, le retour aux 40 heures sans perte de salaire. Déjà, en novembre dernier, de nombreux débrayages avaient eu lieu à Usinor Dunkerque pour le même problème. Aujourd'hui, alors qu'à Mardyck la combativité semble forte, pourquoi ne pas faire converger les luttes en invitant ceux de Dunkerque à se battre maintenant, tout de suite, pour leurs revendications et soutenir ceux de Denain et de Trith.

Délégation de sidérurgistes de Dunkerque le 22 décembre à Denain. Bloquer Dunquerque, c'est frapper aux coffres-forts des barons de l'acier.



Il faut voir que l'occupation se tenait dans une période de chômage où les travailleurs subissaient des pertes de salaire. Mais on n'a pas encore dit notre dernier mot. On a encore de bonnes idées dans la poche.

– Peut-on dire que les militants de la CGT conservent pleinement confiance dans les perspectives d'une action de masse résolue . ?

Absolument, c'est certain, il y aura une riposte massive. Tu sais, l'annonce des licenciements ça a été comme une gifle reçue. En tant qu'hommes, il faut du temps pour diriger cela. Usinor c'est une usine à vieille structure. Il n'y avait pas d'embauche depuis 5 ans. On est rentré à Usinor pour faire carrière si tu veux. Le grand-père a travaillé là, le père a travaillé là et le fils y retourne à son tour. Les gens sont attachés à leur usine. Et puis Denain, c'est rien d'autre que des cités ouvrières. Tout ceci pour dire qu'il y a un travail énorme à faire auprès des travailleurs. A Paris, le 12, on a vu des gars de 50 ans qui pleuraient. Tu sais, si la porte de verre du siège social n'avait pas tenu, il serait arrivé un malheur... Pour l'instant aucune lettre de licenciement n'a été reçue, mais la procédure a déjà été lancée par le président du CE. Pour les actions il faut maintenir le secret pour qu'il y ait réussite. Il faut savoir qu'on est suivi à la trace par la direction. Par exemple, hier, il y avait une réunion de tous les syndicats avec le patron : un bus de transporteur de la région est arrivé à l'usine avec 3 heures de retard à cause du mauvais temps. La police était derrière le car, ils croyaient qu'on allait remplir le car de travailleurs pour aller je ne sais où...

– A notre sens, pour que la lutte ait le maximum d'efficacité, nous pensons qu'il faut porter des coups au patron en développant la solidarité avec ceux de l'ensemble du trust et d'abord avec les camarades de Dunkerque. Des mesures sont-elles prises dans ce sens ? Par ailleurs, de nombreuses entreprises de la région notamment les travailleurs de La Lainière de Cambrai, étaient représentés à la manifestation de Denain le 22 décembre dernier. Comment organisez-vous le lien autour de votre lutte ?

A Denain, tous les travailleurs sont sensibles à une action d'unité. Par exemple, à Mardyck, ils sont en grève



Cités ouvrières de Denain. « Le grand-père a travaillé à Usinor, le père a travaillé là, l'annonce des licenciements, ça a été comme une gifle ».

avec occupation des locaux. Cela nous aide. Il y a là un aspect solidarité qui peut se réaliser. Des actions se mènent, elles peuvent paraître esseulées. Ce n'est pas notre avis. Bien sûr, chacun se bat pour ses propres revendications. Il y a Dunkerque. C'est vrai, on peut bloquer Dunkerque. A Dunkerque, ils ont mené des luttes très dures et ils peuvent encore le faire. Mais Usinor cherche à être une multinationale. Il y a Fos et plus loin, ils peuvent encore faire faire, au niveau du patronat, leur production en Allemagne...

– Mais actuellement, précisément 40 000 sidérurgistes allemands luttent au coude à coude tous ensemble et en même temps ?

Bien sûr, ils sont en grève et ce qu'ils font, on leur tire notre chapeau.

Pour Denain, on entend mener notre propre lutte. Si d'autres apportent leur solidarité tant mieux. Évidemment comme il y a un sacré paquet de travailleurs de Denain qui sont partis à Dunkerque, ils peuvent être plus chauds pour la solidarité. Au départ, chacun a fait je crois ce qu'il fallait dans son coin. En Lorraine, dans le valenciennois. Maintenant, il va y avoir un affinement des luttes. Dans le courant de la semaine prochaine, il y a une rencontre au niveau de la fédé des métaux pour mettre au point une conception commune entre nous, la Lorraine, etc. Ensuite, on discutera avec les autres syndicats pour relancer la bataille. Il y a un temps, les cadres (la CGC) voulaient faire des manifs mais après le temps de travail. On se retrouvait donc uniquement les délégués. Cela on n'est pas chaud. On a fait des propositions pour une action de masse. Par exemple en 1975, il y a eu une période de chômage durant laquelle on demandait aux travailleurs de pointer en congés payés d'ancienneté. On a réagi aussitôt et au seul appel de la CGT, 1 500 à 2 000 gars sont venus nous soutenir pour le CE. On fera tout pour développer des actions massives et dans l'unité.

– La CGT à Usinor-Denain se bat sur le mot d'ordre « Pas de licenciement sans reclassement »...

Non, ce n'est pas ce qu'on dit à Denain. Nous on dit : 1) Pas de licenciement. 2) Maintien de l'emploi sur place avec la modernisation des installations et la création de nouvelles qui permettent le maintien du métal liquide (fonte, acier). Parce que derrière les licenciements, il y a le plan Davignon qui est la cause de tous nos maux : on limite la production d'acier à 22 millions de tonnes alors qu'il y a peu on parlait encore de 33 millions de tonnes. Avec toutes nos propositions y compris les 35 heures, la 5e équipe, la retraite à 55 ans, etc. ces mesures pourraient permettre l'embauche supplémentaire de 2 500 personnes. Mais pour aboutir il faut se battre. Il n'y a que par la lutte que l'on débloquera la situation.

Propos recueillis par
Rémi DAINVILLE

Le temps presse...

Des deux interviews, il ressort que la lutte à Usinor-Denain est complexe et nécessite un grand effort d'explications au niveau des travailleurs dont certains pourraient se laisser aller au défaitisme. Il est vrai que l'issue douloureusement négative de la lutte à Usinor, Louvroil ou Thionville, peut jouer un certain rôle. Si les travailleurs s'interrogent ou hésitent, c'est qu'ils ont sans doute de bonnes raisons. Mais s'agit-il de cela ? Sur les deux problèmes essentiels, la solidarité dans le trust et une action de masse résolue à Denain, doit-on encore s'interroger ou hésiter ?

« Notre préoccupation première est de se battre nous-mêmes », « Pour Denain on entend mener notre lutte propre, si la solidarité se développe tant mieux ». Ces raisonnements ne nous semblent pas fondés. D'abord, parce que si Dunkerque entre dans la lutte (et cela les militants syndicaux rencontrés s'en réjouissent d'avance : *« C'est vrai on peut bloquer Dunkerque », « maintenant, si une usine comme Dunkerque fait grève, c'est gênant pour tout le trust »*), c'est un coup porté à la stratégie d'Usinor qui se redéploie pour maintenir ses profits dans ses unités qui ont les *« pieds dans l'eau »*. Bloquer la production à Dunkerque, stopper les hauts fourneaux, c'est frapper aux coffres-forts des barons de l'acier et leur faire perdre de l'argent, eux qui se replient sur des unités comme Dunkerque pour préserver leurs profits atteints par la crise. Ensuite, il y a la question de l'occupation, puisqu'elle gênait considérablement Usinor et qu'elle était massivement suivie. Ne fallait-il pas la prolonger, la renforcer ? Cette action semblait d'ailleurs enthousiasmer les travailleurs. Quoi qu'il en soit, le débat demeure avec une exigence : développer une action de masse efficace qui permette de faire reculer les maitres de forge. Nous souhaitons que de « bonnes idées » sortent rapidement des poches car le temps presse...

TCHECOSLOVAQUIE

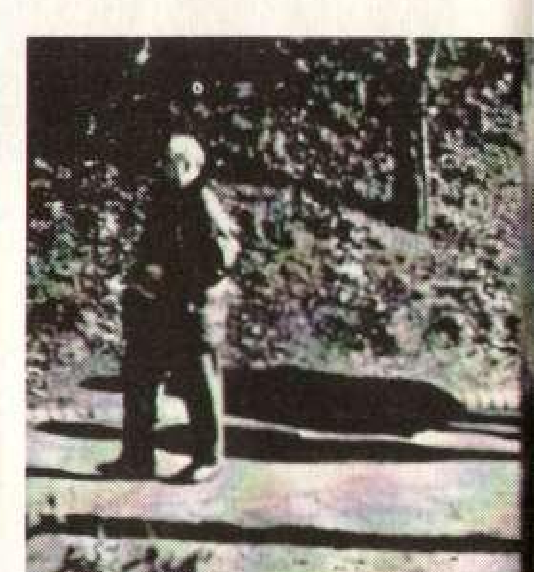
Les chars russes depuis 10 ans. Des dirigeants serviles à l'égard des occupants Des dirigeants qui ont peur de leur propre peuple Comme aux heures sombres de l'occupation nazie dans notre pays, l'ennemi organise :

Répression, corruption et délation

Comme le dit un ancien dirigeant du Printemps de 1968, Zdenek Mlynar : « *Le peuple s'est installé dans une hibernation prolongée. Les gens vivent leur existence privée et n'attendent rien de la politique en général. En apparence, ils sont à 99,9 % loyaux envers le régime et ils expriment les opinions que les autorités imposent – mais chacun garde ses idées propres... Personne n'attend plus rien des dirigeants et de leurs protecteurs russes – si ce n'est une nouvelle bassesse.* »

Pour museler ce peuple rebelle, pour étouffer toute voix critique, et cela est nécessaire pour que la domination russe puisse se maintenir, les milieux dirigeants ont institué tout un système de répression et de délation, tandis qu'eux-mêmes se nourrissent de la corruption non seulement de quelques personnes mais de tout un État.

Les quelques faits rapportés ci-dessous peuvent donner un aperçu de ce système authentiquement fasciste imposé par les chars russes depuis dix ans. Et ils suffisent à démasquer l'imposture de ceux qui le présentent comme un régime « socialiste », et dont certains, comme Brejnev ou son laquais tchécoslovaque Husak, affirment que c'est là le seul « socialisme » réellement possible.





Kriegel accompagné de deux flics en permanence.

Comment on va en prison

Le 24 mars 1978, Gustav Vlasaty, en détention préventive depuis le 30 janvier 1978, a été condamné à 20 mois de prison. Motif : dans son bureau, il avait affiché un article de la presse officielle sur la baisse des salaires dans le monde occidental et le bien-être croissant en Tchécoslovaquie. Et juste à côté, il avait affiché deux de ses bulletins de salaire, un ancien et un récent – et il en ressortait que son salaire avait baissé.

Vingt mois pour cela !

Fin octobre 1977, l'un des animateurs du groupe de musique underground « *Plastic people of the Universe* », Ivan Girous, qui sortait à peine de prison, assista au vernissage d'une exposition de peinture. Il y prit la parole et dit : « *La Ligue de la jeunesse tombera dans l'oubli, tandis que la valeur de ces peintures restera.* » En bavardant avec sa femme, il aurait aussi traité la responsable de la Ligue de la jeunesse présente au vernissage de « salope bourgeoise ».

Celle-ci entendit les paroles de Ivan Jirous, elle courut appeler la police qui arriva aussitôt pour arrêter Jirous. La suite est rituelle : détention préventive pendant des mois, procès, condamnation, prison.

La culture à la poubelle

En 1968, l'Union des écrivains tchèques comptait 400 membre – aujourd'hui, elle n'en a plus de 164. Quelques 400 auteurs pragois sont interdits et pour certains – comme Vaculik, Havel ou Kohout – on a mis au pilori même leurs œuvres qui ne comportaient aucune allusion politique.

En 1968, paraissaient à Prague près de vingt revues culturelles. Aujourd'hui, il n'y en a plus qu'une.

La normalisation en chiffres

– Cinq cent mille membres ont quitté le Parti depuis 1968 : 150 000 l'ont fait de leur propre chef, dont 50 % d'ouvriers, 350 000 ont été exclus. L'âge moyen des membres du Parti a atteint plus de 50 ans après les purges (à Prague : 57 ans). Le pourcentage d'ouvriers dans le Parti est passé de 30 % à 18 % (à Prague : 12 %).

– 120 000 personnes ont émigré, dont 11 000 anciens membres du Parti et notamment l'un des secrétaires du Comité central du Dubcek, Zdenek Mlynar, qui y a pratiquement été contraint.

– 11 000 officiers ont été destitués – de même que : 40 % des cadres dirigeants de l'État, 40 % des journalistes, de 30 à 50 % des responsables syndicaux, 1 500 employés de la radio, tous les dirigeants de l'Académie des sciences, etc.

2 millions pour surveiller un opposant

Les autorités tchécoslovaques ont attaché trois flics au service de Frantisek Kriegel – pour le surveiller bien sûr et ils ne le lâchent pas d'une semelle. Cela coûte à peu près deux millions et demi de centimes par mois.

Évidemment, Kriegel n'est pas n'importe qui, la radio tchécoslovaque lui a consacré une émission entière pour montrer qu'il n'est qu'un vil « cosmopolite », « apatride », un « aventurier politique », un « ennemi du socialisme... complètement discrédité », etc.

Pensez donc ! Frantisek Kriegel a adhéré au Parti communiste dès 1931. Il a ensuite été médecin auprès des Brigades internationales en Espagne, puis auprès des armées chinoises. Membre du Présidium du Comité central du Parti en 1968 et président du Front national, il a été le seul, au cours des négociations de Moscou après l'agression, à refuser de signer le diktat – si bien que Brejnev ne voulait pas le lâcher. Au tout début de la normalisation, il a été démis de toutes ses fonctions et exclu du Parti. En 1977, il a figuré parmi les premiers signataires de la Charte 77.

Ceci dit, Kriegel n'est pas le seul opposant à être surveillé de la sorte : les signataires les plus en vue de la Charte le sont aussi. Calculez la dépense globale !

Le ministre et les cadeaux

Le ministre des Travaux publics s'est acquis un pavillon de chasse (pour une bouchée de pain). Et une entreprise dont il a la direction le lui a restauré – à l'œil (ça passe dans les frais généraux). Pour la célébration de son anniversaire, il a fait discrètement dire que comme cadeaux, il préférait nettement des originaux d'œuvres d'art. Bien sûr, les cadeaux qu'il reçoit de ses subordonnés sont payés avec les deniers publics.

Violation de la légalité

Le 1er janvier 1977 était publiée la Charte 77, avec une première liste de 241 signatures. Le manifeste de la Charte se référait explicitement au *Recueil des lois* de la République socialiste de Tchécoslovaquie qui avait publié dans son numéro 120 la *Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels.* Et les auteurs du Manifeste précisaient : « *Nous saluons l'adhésion de la République socialiste de Tchécoslovaquie à ces deux conventions. En même temps, leur publication nous rappelle avec insistance que, jusqu'à nouvel ordre, maints droits civiques fondamentaux n'existent, hélas ! dans notre pays, que sur le papier.*

» *Est, par exemple, complètement illusoire le droit à la liberté d'expression que garantit l'article 19 de la première convention :*

» *Des dizaines de milliers de citoyens sont emêchés de travailler dans leur spécialité, uniquement parce qu'ils soutiennent des opinions différentes des opinions officielles. En même temps, ils sont souvent l'objet des discriminations et des brimades les plus diverses de la part des autorités et des organisations sociales, privés de toute possibilité de se défendre, ils sont devenus victimes d'un véritable apartheid.* »

Ainsi, le pouvoir tchécoslovaque viole constamment sa propre légalité – et gare à ceux qui osent dénoncer ces violations !

Un an après la publication de la Charte 77, la moitié de ses quelques mille signataires avaient déjà été frappés par la répression (la police n'avait pas encore trouvé tous les signataires.)

Comment on dépasse les objectifs du plan

A l'occasion des anniversaires officiels, des congrès ou autres événements, la presse officielle regorge d'informations sur les engagements que prennent les travailleurs de dépasser le plan – engagements spontanés, bien sûr. A en croire la presse, donc, ils débordent d'enthousiasme pour l'Union soviétique et pour le régime.

Mais la réalité est toute autre. Le plan, les ouvriers s'en foutent. Nombre d'entre eux quittent l'entreprise pendant le travail et vont prendre un pot en ville ou bien ils passent des heures à discuter et à ne pas travailler. Les engagements concernant le plan, ce sont les autorités de l'entreprise qui les proposent aux ouvriers et les décident pour eux. Et si le plan n'est pas accompli ni dépassé, ce n'est pas grave : on baisse les objectifs de façon à ce qu'il puisse quand même y avoir des primes pour dépassement du plan.

Les directeurs, qui touchent la plus grosse part du gâteau, y ont particulièrement intérêt.

(Les informations publiées ici sont extraites des Cahiers Litsy, organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque.)

Le Comité central du PCC rend hommage à l'œuvre révolutionnaire de Mao

Le Comité central du Parti communiste chinois (PCC) s'est réuni à Pékin du 18 au 23 décembre. Il a décidé à cette occasion de clôre officiellement la campagne de critiques engagée contre les quatre dirigeants destitués en 1976. Désormais l'activité de tout le parti sera centrée sur la modernisation socialiste de la Chine, *« nouvelle longue marche »*, à laquelle est convié tout le peuple chinois.

Le point a également été fait sur le rôle de Mao Dze-dong (Mao Sté-toung) dans la Révolution chinoise, question passionnément débattue en Chine tous ces temps-ci. Le communiqué final déclare à ce sujet : *« Les grands mérites acquis par le camarade Mao Dze-dong dans les longues luttes révolutionnaires sont impérissables... Sans sa direction éminente, sans la pensée-maodze-dong, la Révolution chinoise n'aurait fort probablement pas encore remporté la victoire... La haute mission qui est dévolue au Comité central du Parti sur le front théorique consiste à guider et éduquer le Parti et le peuple pour qu'ils aient une appréciation scientifique des grands mérites du camarade Mao Dze-dong en les plaçant dans leur contexte historique. Pour qu'ils assimilent intégralement et correctement la pensée-maodzedong en tant que système scientifique... Le camarade Mao Dze-dong est un grand marxiste. Il a toujours adopté une attitude scientifique dialectique à l'égard de tous, y compris de lui-même. Il n'est pas marxiste d'exiger d'un chef révolutionnaire qu'il soit sans insuffisances ni erreurs et cela n'est d'ailleurs pas conforme au jugement que le camarade Mao Dze-dong a toujours porté sur lui-même »*.

Le Comité central du PCC a porté une attention particulière aux conditions de vie des paysans et toute une série de mesures particulières destinées à protéger leurs intérêts matériels et leurs droits démocratiques ont été adoptées.

Enfin ses travaux ont très fortement mis l'accent sur un problème important du socialisme : la nécessité d'approfondir le fonctionnement de la démocratie pour le peuple et d'appliquer très strictement les règles de la légalité socialiste. *« L'édification d'un Etat socialiste moderne*, conclut le communiqué final, *doit certes se placer sous une direction unifiée et centralisée, mais une centralisation juste n'est possible que lorsque la démocratie est pleinement développée »*.



Le Comité central du PCC a porté une attention particulière aux conditions de vie des paysans.

Namibie : Vorster désavoue

Nouvel échec international pour l'Afrique du Sud : l'ONU vient d'adopter trois résolutions sur la Namibie qui prennent le contrepied de ses prétentions sur ce territoire (ex-Sud Ouest africain).

La première réaffirme les droits inaliénables du peuple namibien à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale, ainsi que la légitimité de sa lutte *« par tous les moyens »* contre l'administration et les troupes d'occupation sud-africaines.

La seconde condamne la farce électorale organisé en Namibie et déclare que ces élections doivent être considérées comme *« nulles et non-avenues »*.

La troisième ratifie une série de recommandations destinées à forcer les racistes sud-africains à se retirer de Namibie.

Maldives : un petit pays courageux

Les Maldives, petit pays de 100 00 habitants, formé de 2 000 îles et îlots, se montre ferme sur la défense de son indépendance nationale. Pour la seconde fois, récemment, le ministre des Affaires étrangères vient de rejeter la demande soviétique de louer l'île Gan en déclarant : *« Aucun pays étranger n'est autorisé à se servir de l'île Gan comme d'une base militaire »*. La résolution du plus petit pays de l'Asie du Sud témoigne de l'inquiétude des États de la région devant les prétentions soviétiques dans le continent.

Begin s'entête

L'année 1978 se sera achevée sans que les conversations entre l'Égypte et Israël aient pu déboucher sur un accord. Mais il est désormais plus clair aux yeux de tous que Begin, porte-parole de l'État sioniste, porte la responsabilité de cet échec. La fermeté du Président Sadate a par contre surpris plus d'un observateur. Il vient de réaffirmer très clairement ses intentions : *« Il n'y aura jamais d'accord de paix séparé au Moyen-Orient. Nous œuvrons pour une paix globale qui doit inclure la cause fondamentale de nos frères, les Palestiniens. »* Il a également redit que l'Égypte s'en tiendra à ses engagements vis-à-vis de ses voisins arabes, même après la signature de l'éventuel accord avec Israël.

« Français, voici votre armée » !

Nous publions dans ce numéro les témoignages de plusieurs jeunes qui ont achevé leur service militaire au cours de l'année 1978. Leurs témoignages, qui traitent de nombreux thèmes, donnent sans doute une vision assez exacte de la réalité de l'armée française actuelle telle que la vivent les appelés du contingent.

Ont participé à cette table ronde, des jeunes qui étaient seconde classe, d'autres sous-officiers, d'autres aspirants. Cette diversité contribue à donner une vue plus exacte. Leurs témoignages vont tous dans le même sens et permettent d'éclairer les traits caractéristiques de cette armée. D'autres aspects essentiels de leurs témoignages sont mis en lumière dans la revue *Camarade* qui vient de paraître, puisqu'ils traitent des rapports entre officiers et soldats.

Quels sont donc les traits marquants de l'armée française actuelle ?

Une armée antipopulaire

Sa caractéritique essentielle est d'être une armée coupée du peuple et qui lui est hostile. La méfiance envers le peuple est entretenue. Les mentalités affichées de certains cadres et les thèmes de certains exercices permettent d'affirmer qu'elle est préparée à pouvoir intervenir, dans certaines circonstances particulières, contre le peuple. La façon dont sont traités les jeunes travailleurs sous l'uniforme est l'expression du mépris du peuple qui anime cette armée.

Elle exclut toute mobilisation populaire, aussi bien dehors que dans ses propres rangs. Les soldats sont considérés comme de la piétaille qui n'a qu'à suivre.

Les rapports de domination qui existent au sein de cette armée sont à l'image de ceux qui existent dans la société. C'est une armée au service de la bourgeoisie. Le mépris, les brimades, les punitions dont sont l'objet les soldats (jeunes travailleurs dans leur grande majorité) suscitent une résistance qui s'exprime aujourd'hui sous des formes multiples.

Le caractère antipopulaire de cette armée s'exprime encore par l'empreinte profonde qu'y ont laissée les guerres coloniales, celle d'Algérie notamment.

Un véritable culte est voué à ces sales guerres. De nombreux officiers et officiers supérieurs ont été formés dans ces guerres. Les jeunes officiers qui ne les ont pas connues ont, néamoins, pour la plupart, recueilli cet héritage. L'esprit dominant dans cette armée n'est pas celui de la défense de l'indépendance nationale, mais plutôt celui de l'hostilité envers les peuples du tiers monde.

Si, dans les faits, c'est l'URSS qui est considérée comme la menace actuelle, néanmoins aucune dénonciation n'est faite de ses préparatifs de guerre. On ne dit pas que celle-ci se prépare à une guerre d'agression.

L'instruction militaire du contingent est, dans l'ensemble, réduite au minimum. Les soldats sont utilisés comme main-d'œuvre quasi-gratuite. Une très grande part du service militaire est consacrée à autre chose qu'à l'instruction militaire.

Aucune illusion

De tout cela, quelques conclusions ressortent :

- Il ne faut avoir aucune illusion sur le caractère « neutre » de cette armée. Mépris du peuple, racisme en sont des traits marquants.
- Il ne faut se faire aucune illusion quant à ses possibilités de défendre l'indépendance nationale de façon conséquente en cas d'agression. Deux conditions minimum seraient nécessaires pour cela : que ce soit une armée liée au peuple, qui s'appuie sur lui. Que ce soit une armée éduquée dans l'esprit du dévouement aux intérêts du peuple et du patriotisme et non dans celui du colonialisme.

On a raison de lutter contre l'oppression

Plusieurs axes ressortent de ces conclusions. D'une part, il est nécessaire de lutter pour le maintien du système de la conscription. La présence du contingent est un élément important pour s'opposer au caractère antipopulaire de cette armée. Une armée de métier serait plus dangereuse encore pour le peuple. Dans le même temps, une lutte de tous les jours doit se développer contre l'oppression dont sont l'objet les soldats, pour leurs revendications ainsi que pour une instruction militaire plus importante et efficace.

Quelles ont été vos impressions en arrivant à l'armée ?

Quelles ont été vos impressions en arrivant à l'armée ? Qu'avez-vous découvert alors ?



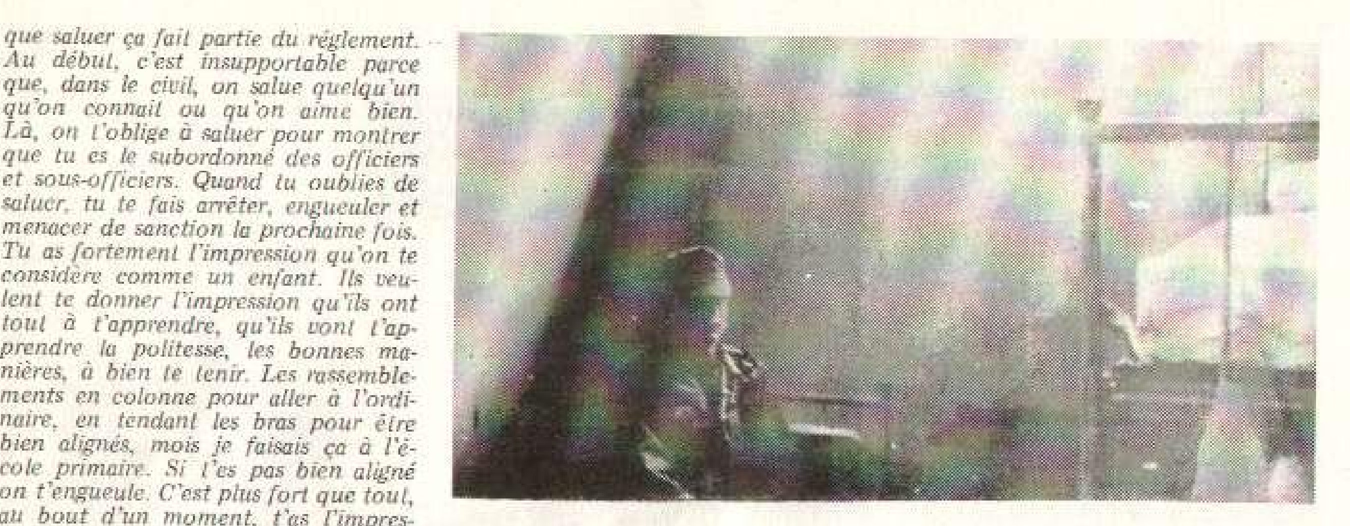
Louis : *Quand on arrive, l'impression est très mauvaise. On ignore ce qu'est un gradé. Les gradés se mettent en tenue pour impressionner les gens. En plus, tous les jours où il y a de nouvelles recrues qui arrivent, ils lisent au rassemblement les punitions, même si ce sont des punitions qui datent d'il y a six mois. On voit les pauvres recrues complètement affolées. On se dit : « Ça y est, on va être punis tous les jours ». En plus, il y a des tas de trucs pour impressionner les bleus. Les anciens essaient de raconter n'importe quoi à ceux qui arrivent. ILs viennent dans les chambres, se mettent des grades, se font pèter des garde-à-vous. Ceux qui sont dans la chambre sont complètement terrorisés, ils ne savent plus où ils en sont. Ils sont en pyjama, il faut qu'ils sortent du lit, qu'ils se mettent au garde-à-vous. Ça, ce sont des trucs qui servent à la hiérarchie pour impressionner encore plus les bleus et pour dire aux anciens :* « Vous avez certains droits sur les bleus, vous pouvez vous défouler sur eux ». *On leur raconte aussi des bobards, par exemple : « Quand on vous fera des piqures, vous allez tomber comme des mouches, c'est toujours la même aiguille qui sert pour tout le monde ; le type qui la fait ne sait pas faire les piqures ; on ne peut pas bouffer pendant trois jours, etc. ».*

En plus, pendant les classes, tu fais huit activités par jour. Tu changes sans arrêt de tenue. On se changeait quatre ou cinq fois par jour facilement et puis il y avait tellement d'activités que tu étais si énervé que tu ne réflechissais plus. C'est fait pour te briser. En plus, on ne te dit pas quand tu pourras repartir en permission, comment tu pourras repartir. Les types du Pays Basque, ils ne savent pas s'ils auront ùn train, sils ne manqueront pas de fric.

Michel : *L'impression que j'ai eue et que la plupart des gars ont eue, c'est celle d'un dépaysement complet. On a vraiment l'impression d'arriver dans un autre monde. Quand on arrive, ça gueule partout. Le matin, au réveil, il y a un type qui rentre, qui gueule, qui vous dit :* « Dans cinq minutes, je repasse, si vous n'êtes pas levés, je vous punis ». *Dans les couloirs, ça gueule sans arrêt. Ça surprend. Ensuite, on découvre tout le cérémonial qui est fait pour couler tout le monde dans le même moule. Il y a les rassemblements avec le garde-à-vous. Ce qui surprend, en plus, c'est que le sous-officier ou l'officier aboie littéralement . Il ne dit pas* « garde-à-vous » *mais « vouah ! ». Ce qui surprend également, c'est que de nombreux sous-officiers, pour faire marcher au pas, ne disent pas* « une deux !» *mais* « han, di ! ». *Tu te dis :* ils ne pourraient pas parler comme tout le monde, ils aboient, ils savent pas dire « un, deux ! ». C'est surpre*nant.*

Puis, très rapidement, on t'oblige à te présenter de la façon réglementaire. Devant un officier, tu dois donner toutes tes coordonnées et terminer par « A vos ordres mon capitaine ! », *par exemple. Une des premières choses qu'on t'apprend, c'est à te présenter, à saluer, à faire le demi-tour réglementaire, à ouvrir et fermer la porte du bureau d'un supérieur de manière réglementaire. Dès le départ, on t'inculque une certaine idée de l'attitude que tu dois avoir vis-à-vis des cadres. On t'indique également que saluer ça fait partie du règlement. Au début, c'est insupportable parce que, dans le civil, on salue quelqu'un qu'on connait ou qu'on aime bien. Là, on t'oblige à saluer pour montrer que tu es le subordonné des officiers et sous-officiers. Quand tu oublies de saluer, tu te fais arrêter, engueuler et menacer de sanction la prochaine fois. Tu as fortement l'impression qu'on te considère comme un enfant. Ils veulent te donner l'impression qu'ils ont tout à t'apprendre, qu'ils vont t'apprendre la politesse, les bonnes manières, à bien te tenir. Les rassemblements en colonne pour aller à l'ordinaire, en tendant les bras pour être bien alignés, mois je faisais ça à l'école primaire. Si t'es pas bien aligné on t'engueule. C'est plus fort que tout, au bout d'un moment, t'as l'impression que c'est des rapports d'enfants à adultes qui s'établissent. Et c'est bien le but poursuivi. Au début, je me disais :* « Je ne saluerai pas ces mecs, je ne les connais, pas je ne les respecte pas ». *J'ai tenu comme ça pendant une semaine, je changeais de direction pour ne pas croiser les officiers, je regardais ailleurs, mais on finit par t'arrêter, on relève ton nom et on te dit :* « La prochaine fois, vous serez puni ». *Assez rapidement, tu comprends que si tu ne cèdes pas sur des trucs comme ça, tu ne feras pas long feu. Il faut passer sur ce genre de choses et avoir une action sur des questions plus importantes.*

Autre chose marquante, tu ne sais jamais ce que tu vas faire d'une heure sur l'autre, d'une journée sur l'autre. T'as l'impression d'être un pion qu'on déplace, qu'on utilise.



Jacques : *Une autre chose qui m'a terriblement frappé, c'est les punitions. Dès que t'arrives, on te parle de ça. Les premiers mots que t'apprends, c'est* « plonger », « se faire planter ». *Tout ce qu'il faut faire, il faut le faire parce qu'autrement, tu plonges. Puis, très rapidement, aux rassemblements on sort le cahier de punitions et on te lit la liste des punis et la plupart du temps, ils le sont vraiment pour des conneries. Tu finis par avoir l'impression qu'inévitablement tu sera planté parce que t'auras pas ciré tes rangers, que ta fourragère ne sera pas bien mise, parce que t'as les mains des les poches. Ils font des exemples pour montrer que ça existe et qu'ils l'appliquent.*

En plus, tu as les corvées. C'est sans arrêt. A peine levé, il faut faire les corvées : nettoyer le couloir, nettoyer les chiottes, la chambre , les abords ; à midi ça recommence ; le soir, parfois.

Le 1er mot que tu apprends, «plonger» «se faire planter» ... Le chantage permanent

Quand le sous-officier arrive pour la revue de corvée, il faut te mettre au garde-à-vous et te présenter réglementairement !

Parmi les gars, tout cela fait qu'au début le moral était proche de zéro ; surtout quand il y en a un qui a essayé de se suicider. Il a été emmené à l'infirmerie et là, il a encore essayé de s'ouvrir les veines. Dans la chambre, il y a des gars qui étaient au bord de la dépression nerveuse ; il y en a un qui pleurait ; un autre qui gueulait : « C'est ça, cette putain d'armée ».

Dès le départ, tu sens que les rapports avec les copains c'est très important dehors, tu te fais engueuler plus souvent qu'à ton tour.

Daniel : *Cette situation dont on a parlé par la force des choses, ça t'amène à acquérir un certain nombre de réflexes. Au bout d'un certain temps, tu te mets au garde-à-vous, car si tu ne t'y mets pas, tu te fais planter et tu comprends rapidement que ce n'est pas une façon de résister. Au début, je ne me mettais pas au garde-à-vous. Quand un gradé aboyait, je me disais :* « Je ne me mettrais pas au garde-à-vous devant lui ». *Je ne saluais pas non plus. Au bout d'un certain temps, tu te fais repérer et tu ne peux pas continuer comme ça. T'es obligé d'acquérir un certain nombre de réflexes mais ça n'empêche absolument pas que les gars gardent, au fond d'eux-mêmes, leur point de vue sur les officiers qu'ils sont obligés de saluer.*

Dans les chambres, entre nous, on discute franchement et on dit ce qu'on pense des officiers. Les rapports qui s'établissent sont hypocrites par la force des choses, c'est-à-dire que les officiers veulent qu'il y ait des signes extérieurs de respect et t'es obligé d'y céder, mais dans la réalité, le respect tu ne l'as absolument pas.

Petit à petit, tu t'habitues à la caserne, tu découvres les gradés, qu'il faut faire la part des choses ; que les sous-officiers, par exemple, la plupart, t'as pas besoin de les saluer. Au bout d'un certain temps, tu prends des habitudes. Tu sais qu'il y a des choses que tu peux faire à condition de ne pas être vu. Des sous-officiers qui ne sont pas de mauvais gars, au début, ils ne te connaissent pas et ils ont également peur de se faire engueuler. Tu as l'impression qu'eux aussi, ils font partie du système de répression parce qu'ils t'engueulent et, au bout d'un certain temps, tu commences à établir d'autres rapports avec eux. Tu discutes avec eux et tu vois que, finalement, certains sont assez proches de toi et qui, eux aussi, se font engueuler se font menacer, se font punir. Il y a des rapports qui s'établissent avec des sous-officiers qui font que, même si tu as un officier

salaud, tu ne l'as pas tout le temps avec toi. Bien souvent, tu es avec le sous-officier et si c'est quelqu'un avec qui tu t'entends, l'atmosphère devient meilleure ; tu sais que tu auras des moments où les choses seront plus vivables.

Michel : *A ce sujet, la première chose qui me semble importante, ce sont les permissions. A peine arrivés à l'armée, la première chose que les gars attendent c'est la prochaine permission. Et puis après, tout au long de l'année, on va de permission en permission. On attend avec impatience la prochaine permission. On se renseigne sur la date de la prochaine perm. Les gars se sentent mal à la caserne ; ils ont envie de retourner chez eux, avec des gens qu'ils connaissent, avec leur copine.*

En moyenne, on avait une permission tous les quinze jours mais nous sommes restés jusqu'à plus d'un mois sans permission. On ne pouvait pratiquement jamais sortir le soir parce que la plupart du temps on était pris à la caserne. Et, en plus, comme c'était dans une petite ville, la seule sortie, ça pouvait être que le bistrot. Rapidement, tu en as marre. La plupart du temps, nous restions à la caserne et, là, nous n'avions rien à faire.

On discutait entre nous, on regardait la télé mais c'était difficile car il y avait un poste pour une centaine de gars. On faisait du sport quand c'était possible. Mais, souvent, nous étions obligés de rester en chambre et rapidement, ça devient intenable. On était neuf par chambre. On finit par tourner en rond, on s'emmerde. On a envie de sortir. Cela fait que la permission est quelque chose d'attendu.

Nous n'avions pratiquement pas de rapport avec la population. Nous sommes envoyés loin de chez nous et rien n'est fait pour qu'on puisse avoir des liens avec la population locale. La plupart du temps enfermés dans la caserne. Il n'y a aucune activité d'organisée pour permettre d'avoir des contacts avec la population. Les seuls lieux de sortie qu'on peut avoir ce sont les bistrots. Tout cela explique l'importance des permissions. D'ailleurs la hiérarchie joue beaucoup là-dessus. Les permissions c'est un peu la carotte qu'on menace de te supprimer si on n'est pas satisfait de toi. Quand on veut punir un gars, on lui sucre sa permission.

Louis : *Ensuite, ce qui est frappant c'est l'importance des publications pornographiques à l'armée et le mépris des femmes que ça entretient et développe. Les bandes dessinées pornographiques étaient en vente dans le foyer, par ailleurs très mal approvisionné. La majorité des gars, leur seule lecture c'était les bandes dessinées porno, du genre « Jacula ». Parler des femmes, et en plus comme des objets, ça occupe une très grande place dans les conversations. C'est quelque chose qui est tout à fait entretenu par la hiérarchie. Le capitaine d'un escadron quand il faisait défiler les gars leur faisait gueuler :* « L'armée c'est bien ! Les femmes c'est mieux ! Où ça ? Au lit ! Comment ? A poil ! ». *Ce type-là était capitaine et passera commandant.*

L'autre chose qui est développée par les conditions dans lesquelles se passe le service, c'est la consommation de boissons alcoolisées, particulièrement de bière. Au foyer, on vend la bière par caisses entières. Il y a beaucoup de gars qui boivent pour passer le temps.



Pour une «48», 24 heures de voyage pour certains...

Jacques : *L'alcoolisme est favorisé. Après les classes, le jour de la cérémonie de remise de la fourragère, le capitaine avait pris quatre ou cinq gars et s'est saoûlé avec eux jusqu'à trois heures du matin, à l'intérieur de la caserne.*

Dans le régiment où je suis passé, les conditions des cuisines étaient dégueulasses. J'ai discuté avec des cuistots qui m'ont dit qu'il y avait des cafards qui se baladaient dans les cuisines. Le matin, quand ils allaient faire le jus, ils allumaient la lumière et alors les cafards se sauvaient dans tous les coins. Comme c'était petit, tout le monde ne pouvait pas rentrer en même temps et il fallait faire la queue. Des gars qui en avaient marre d'attendre s'en allaient, mais s'ils se faisaient prendre, ils pouvaient être punis.

Les rapports avec la population, ça dépend des garnisons. J'ai fait des petites garnisons où les rapports avec la population étaient bons mais dans d'autres, quand on te voit arriver, t'es mal vu. J'avais voulu rester un week-end pour faire un peu de tourisme dans la région et j'ai voulu louer une mobylette. Le gars n'a pas accepté parce que j'étais militaire.

Daniel : *Je voudrais parler maintenant de la question de la solde. Elle est maintenant de 270 F pour les seconde classe. C'est tout à fait insuffisant. Même avec un voyage gratuit par mois, le quart de place que tu as à payer pour les autres voyages, selon la distance où tu habites, ça représente une part très importante de la solde. Le gars qui est à l'armée, il vit pour une bonne part sur le dos de sa famille.*

Paul : *La plupart du temps, les soldats sont très éloignés de leur lieu d'habitation. Et quand ils partent en permission, avec les changements de train qu'il faut faire, ils ont souvent huit heures de train, dix heures parfois plus. Il y en avait qui habitaient à Nice ou à St-Raphaël : ils avaient treize heures et demie de train.*

En plus, le week-end il devrait y avoir des trains supplémentaires pour les soldats. Mais non, c'est le week-end où il y a toujours le plus de voyageurs et il y a les soldats en plus, alors on voyage allongés dans les couloirs, les contrôleurs te filent des coups de pied dans le cul quand ils passent. Ils ont dû recevoir des consignes pour contrôler les bidasses. Ils donnent souvent des amendes. Moi, j'ai eu une amende de 96 F parce que j'avais changé la date sur ma carte de transport car il y avait eu une erreur.

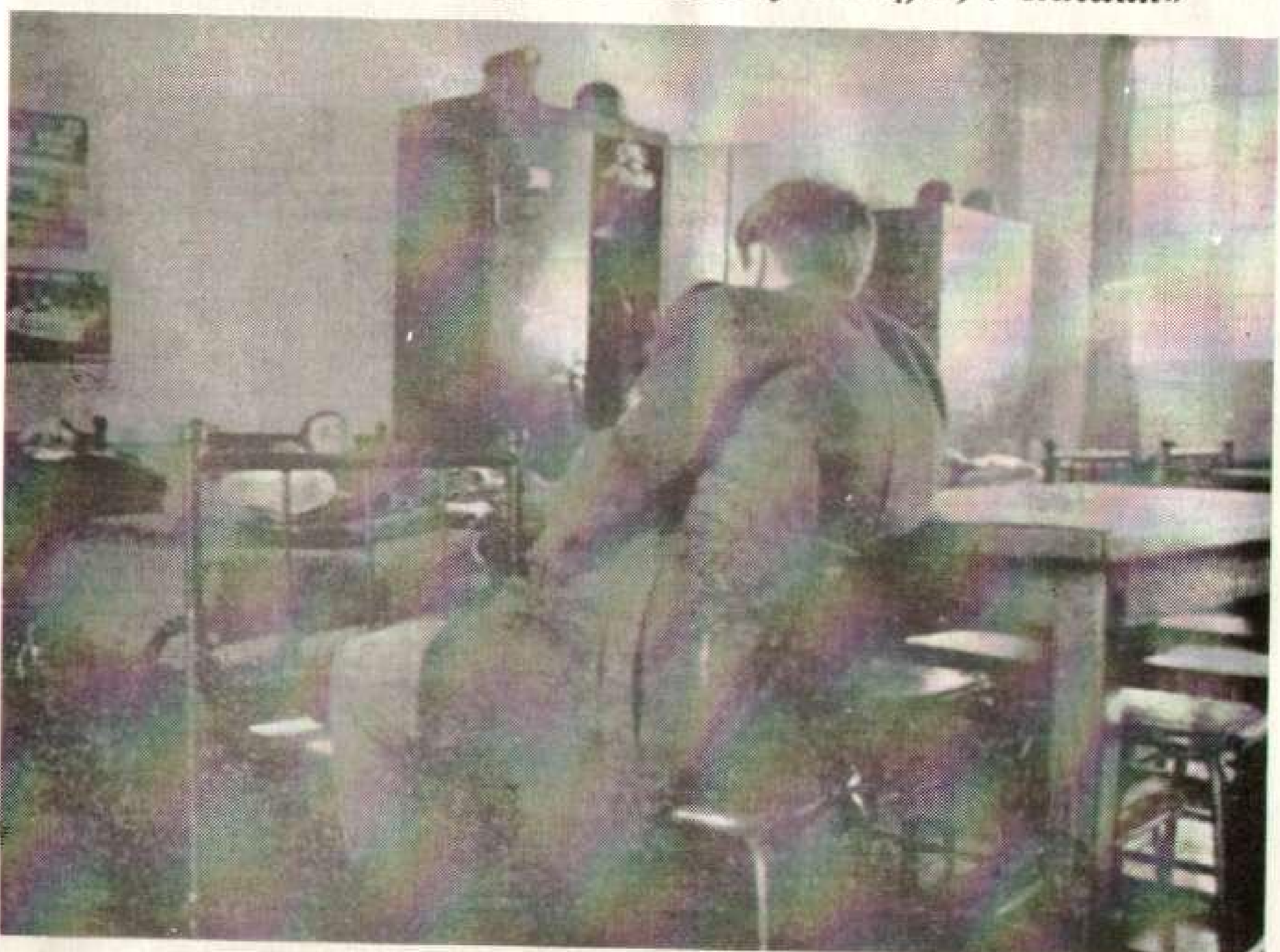
Ceux qui habitent le plus loin, ils passent leur solde rien qu'en trains.

Michel : *Très souvent, on est entassés. Il y a quelques trains supplémentaires mais ça ne suffit pas. Très souvent, les gars dorment assis en tailleur dans le couloir, devant le porte des toilettes.*

On doit exiger le transport gratuit, c'est une revendication légitime des soldats, sur toutes les permissions et non onze voyages gratuits par an comme on a maintenant. Pour ceux qui vont en Allemagne, ça doit être gratuit aussi. Quand on est en Allemagne, on paie plein tarif jusqu'à la frontière.

Il faut également que les temps de voyage soient décomptés du temps de permission. C'est-à-dire que celui qui a vingt-quatre heures de voyage aller-retour, il doit pouvoir récupérer.

«Il y a énormément de temps de gaspillé, enfermés dans la caserne à ne rien apprendre, les 3/4 de notre temps les corvées, le foyer, l'ennui...»



«Français, voici votre armée»

L'instruction militaire ?

Daniel : *Généralement, l'instruction est faite un peu par n'importe qui. Bien souvent, le chef de section s'en occupe peu car il est pris par tout un tas de paperasses. C'est ceux qui sont disponibles qui font l'instruction. Souvent, l'instruction n'est pas faite. Les gens qui la font ont souvent appris eux-mêmes dans de mauvaises conditions, ce qui fait qu'ils ne maitrisent pas le sujet.*

Souvent, le matériel nécessaire à l'instruction n'est pas fourni: Une fois, pour un cours sur les mines, on n'a pas pu avoir de mine inerte pour voir à quoi ça ressemblait,. Il a fallu se débrouiller avec des vieux cartons, avec un dessin mal fait, alors qu'on a su plus tard qu'il y avait tout un stock de mines inertes, mais le capitaine ne voulait pas qu'on les utilise par peur qu'il y en ait de perdues, de cassées. Il aurait dû alors faire des compte-rendus de perte en plusieurs exemplaires, des demandes de punitions, etc.

L'instruction dans un régiment est forcément limitée. Les manœuvres devraient permettre d'appliquer ce que tu as appris, sur le terrain. Mais ça se déroule dans des conditions incroyables. Dans les manœuvres, les soldats ne sont pas informés du but et du déroulement des opérations. On devait aller à tel endroit et une fois là, on attend. Une fois que c'est fini, on repart. En gros, tout se joue entre le colonel, le commandant en second et les capitaines.

Louis : *Une fois, un général faisait faire une manœuvre au régiment et voyait ce que le colonel donnait comme ordre à la radio. A un moment, on ne bougeait même plus et le colonel continuait à donner des ordres qui ne correspondaient plus du tout aux emplacements où on était. Il jouait sa comédie à la radio.*

Jacques : *Des fois, on en avait tellement marre ; on prenait la carte on disait : « On va dire qu'on est à tel endroit », alors qu'on n'y était pas. On envoyait un message et pour faire croire qu'on avait les masques à gaz on parlait en se pinçant le nez. Au bout d'un moment, parce que tu ne comprends rien à ce que tu fais, tu en as complètement marre.*

Michel : *Malgré tout, il y a un certain nombre de choses que l'on apprend et que l'on ne peut apprendre qu'à l'armée. D'abord, il y a la possibilité de se mettre en condition physique. Au début c'est souvent très dur mais on s'y fait. Ensuite, moi par exemple, j'ai pu apprendre l'utilisation d'un certain nombre d'armes individuelles ; par ailleurs, un char, maintenant, c'est quelque chose qui ne m'est plus étrangère ; ce n'est plus un monstre d'acier. Je sais ce que c'est, comment on s'en sert.*

Mais il y a énormément de temps qui est gaspillé. On passe beaucoup de temps enfermés dans la caserne à ne rien apprendre. Enormément de temps est consacré à l'entretien du matériel, des locaux, ce qui signifie nettoyer. On passe du gas-oil sur les chars pour que ça brille. En plus, il y a aussi énormément de temps consacré aux corvées, aux poubelles, à la plonge, aux nettoyages, aux gardes, etc. En moyenne, une semaine par mois est consacrée à ça, trois mois sur un an !

Il faut exiger que plus de temps soit consacré à l'instruction et dans de meilleures conditions. Il faut utiliser entre autres pour cela la nouvelle méthode pédagogique mise en place dans l'armée de terre et qui, en principe, doit permettre aux soldat de faire des propositions sur leur instruction. Ça peut permettre de demander que plus de choses soient faites dans le domaine de l'instruction. C'est une possibilité qu'il faut utiliser.

Avant les manœuvres, on ne nous explique jamais de quoi il s'agit et pendant les manœuvres on est toujours complètement perdus. Que tu cherches à t'intéresser à la manœuvre ou que tu ne t'y intéresses pas du tout, ça revient exactement au même. Tu ne sais pas quel est le but de la manœuvre, à quoi tu peux servir. On se dit que dans une situation de conflit, on serait ni plus ni moins que de la chait à canon, emmenés vers on ne sait quoi, pour on ne sait quoi. On se sent complètement dépendants des décisions d'un certain nombre d'individus haut placés dans la hiérarchie.

Paul : *C'était au cours d'une manœuvre, dont le but était de tester les transmissions et le matériel et qui se déroulait entre officiers et sous-officiers. Le commandant en second du régiment regardait sur sa carte où on voulait tirer avant de donner l'autorisation de tir. Seulement, à la fin, il y a des choses qui nous paraissaient bizarres. Des demandes de tir qui tombaient à 50 m de nous étaient acceptées. J'ai fait arriver un message de tir avec les coordonnées de la caserne... Eh bien le tir a été accepté ! Ils ne s'en sont même pas rendu compte.*

Ils étaient bien au chaud, dans leur 204, en train de bouffer, en faisant semblant de s'intéresser à la manœuvre, pendant que nous, on se gelait dehors.

Michel : *Il faut également souligner l'incompétence d'un certain nombre d'officiers. C'est quelque chose qui frappe beaucoup les soldats. Par exemple, on avait un chef de peloton qui se comportait de façon méprisante, nous emmerdait sans arrêt. En manœuvre, il se perdait tout le temps. Un autre lieutenant, c'était pareil : il était incapable de lire une carte, de se diriger. Nous, on s'en foutait, mais on discutait entre nous et on se disait :* « Si c'était la guerre, ce mec il nous emmènerait à la mort certaine ». *L'incapacité de l'officier en question a été jusqu'à détruire un moteur de char. Il y a eu 10 millions de réparations. Tout ça s'est terminé sans ennui pour lui. Quand on sait qu'un soldat se fait punir pour des broutilles, c'est scandaleux.*

L'instruction militaire, c'est souvent de longues marches où on ne t'explique ni où tu vas ni combien de temps tu marches ni pourquoi. C'est souvent dur mais cela a l'avantage de te mettre en condition physique.





Pour beaucoup, l'instruction militaire se résume aux 3 tirs réglementaires pendant les classes, et une manœuvre où on ne t'explique ni son but, ni à quoi tu sers ...

Manœuvre d'artillerie au plateau de Canjuers. Même dans les régiments de chars, l'instruction est limitée au strict minimum. L'armée a peur du peuple.



Quelles sont les formes de résistance employées par les soldats ?

Michel : *Ce qui est le plus répandu ce sont les formes de résistance individuelle. Il y a beaucoup de soldats qui répondent aux officiers, aux sous-officiers, parce que ce qu'on leur dit ça leur semble injuste. Il existe également la solidarité entre soldats. Par exemple, à un moment il y avait un officier qui s'acharnait après moi car le peloton où j'étais ruait dans les brancards. Un coup, il essayait de m'empêcher de partir en permission. Il me faisait recommencer mes rangers sans arrêt pour que je rate le train. Les autres gars m'ont aidé et, le lundi, quand on est revenu, l'officier en question a fait une remarque à un gars. En plein rassemblement, le gars lui a dit :* « On se retrouvera ». *On savait qu'il y avait des combines entre cet officiers et le capitaine. Le gars voulait être puni pour passer devant le colonel et lui cracher le morceau. Il se faisait des illusions mais c'était une façon de s'opposer.*

Quand cet officier a été placé à la tête de notre peloton, il a commencé à gueuler et à vouloir montrer qu'avec lui on en baverait ; il a cherché à s'imposer. Au début, pour lui montrer qu'on n'accepterait pas, on ne se mettait pas au garde à vous quand il rentrait dans une pièce. On ne disait rien. On continuait à vaquer à nos occupations. Il y a eu pas mal de choses comme ça.

A part ça, on a fait une lettre ouverte que chaque gars avait lu et approuvée. Comme on n'avait aucun endroit pour se voir, on en discutait à tour de rôle dans les chiottes. Si on ne prend pas beaucoup de précautions, très rapidement les choses arrivent aux oreilles des officiers. Ce texte dénonçait les punitions. Il a été envoyé à plusieurs grands journaux mais il n'est jamais paru.

A un certain moment, notre officiers allait tellement loin qu'on avait discuté de l'éventualité de se mettre en grève dès qu'il punirait un gars. Les gars avaient dit que dans ce cas-là le matin on refuserait d'aller au rassemblement jusqu'à ce que l'officier soit muté.

Il avait été mis là pour nous mater mais il n'a jamais pu. Au début, on s'est serré les coudes, les gars lui répondaient, d'autant plus que c'était un incapable. A la fin, il a pris en main nos remplaçants et nous, nous avons discuté avec eux pour leur donner quelques conseils. Ce sont des petites choses, à l'heure actuelle mais qui sont le reflet d'une opposition.

Vous a-t-on parlé des dangers de guerre ?

Vous a-t-on parlé d'un danger de guerre ? Est-ce qu'on parle d'une menace de la part de l'URSS, d'autres menaces ? A quoi prétend-on se préparer actuellement ?

Michel : *Il n'y a pas de préparation particulière à la guerre ni de conscience particulière parmi les officiers et sous-officiers, ni la volonté de faire prendre conscience de ces choses là aux appelés. C'est une question qui n'est pas présente. Par contre, lorsque nous faisons des cours d'identification d'engins blindés, les engins blindés ennemis étaient toujours les engins soviétiques. Une fois, alors que nous étions rassemblés avec un officier, j'ai dit qu'à mon avis il y avait une menace de guerre de la part de l'URSS ; lui m'a répondu qu'il n'y avait pas de menace soviétique, que l'on se préparait contre une menace d'où qu'elle vienne.*

Mais dans les manœuvres par exemple, quand on nomme des chars ennemis, il s'agit de chars soviétiques.

On ne dit pas, malgré tout, qu'il y a des préparatifs de guerre de l'URSS. Par contre, un colonel, le jour de mon départ de l'armée m'a dit qu'à son avis il y avait bien un danger de guerre... mais qu'il provenait du tiers monde ; que la guerre viendrait du fait qu'il y avait une énorme population qui n'avait pas assez à manger et qui se lancerait à l'attaque des pays riches. Très fréquemment il y avait des remarques hostiles au tiers monde.

Jacques : *En cas d'agression, ils n'envisagent absolument pas un appui sur la population. C'est toujours une affaire de professionnels de la guerre.*

Paul : *Dans le réglement de service en campagne des sous-officiers, voici ce qu'on peut lire :* « L'ennemi cherche toujours à amoindrir le moral et la volonté de vaincre de son adversaire... Les troupes qui vivent au milieu de la population civile sont particulièrement vulnérables à ce genre d'offensive ». *Comme on le voit, au lieu de chercher à s'appuyer sur la population, on appelle à se méfier d'elle.*

Louis : *Il y a ce qu'on appelle la disponibilité opérationnelle (DO) ; pendant une semaine par mois environ, chaque compagnie doit être mobilisable à tout moment. On nous a expliqué que c'était notamment au cas où on aurait à aller protéger des bâtiments contre des manifestations. D'ailleurs, l'organisation et l'armement adoptés pour les DO ne correspondent pas à celui qui conviendrait face à une agression extérieure. J'étais dans un escadron de chars et à ce moment là on nous organisait comme dans une compagnie de fantassins (grenadiers-voltigeurs).*

Daniel : *Au cours d'une manœuvre on m'a désigné comme objectif une importante usine de métallurgie, alors qu'en cas de conflit nos cibles seraient les blindés. Ça prouve que certains pensent avoir à utiliser des canons contre des ouvriers.*

Au moment des élections de mars, il y avait un commandant qui disait : « Moi je vote à gauche, comme ça on va bien rigoler : je prend le maquis ». *Il y avait un autre commandant qui, lui, disait qu'il était « neutre », au « service de la nation » et que, si un jour on lui disait de tirer sur une manifestation, il le ferait sans problème, avec une batterie de canon.*

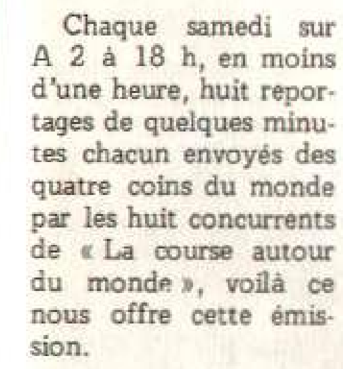
TELEVISION

«La course autour du monde»

Une fenêtre ouverte sur l'actualité







Chaque samedi sur A 2 à 18 h, en moins d'une heure, huit reportages de quelques minutes chacun envoyés des quatre coins du monde par les huit concurrents de « La course autour du monde », voilà ce nous offre cette émission.

Elle nous informe en peu de mots et quelques images sur la vie des hommes de notre temps, ainsi que sur certains aspects des problèmes essentiels de notre univers. De la bonne télévision, au service d'une information souvent de qualité.

Nos globe-trotters s'intéressent beaucoup au travail des hommes et nous envoient souvent des reportages sur ses différentes formes : rude labeur des paysans et des chasseurs, diverses variétés d'artisanat et aussi travail des artistes. Mais plus encore que ces films documentaires fort intéressants, c'est leur regard sur les grands problèmes de notre époque qui nous touchent.

Témoins de l'exploitation des hommes

Témoins de l'exploitation dont sont victimes les hommes sous toutes les latitudes, ils nous montrent des documents parfois bouleversants comme leurs reportages en Inde ou en Amérique latine. Malgré la brièveté de leurs films, ils vont souvent au-delà de la simple relation des faits et amorcent un début de réflexion sur les situations dont ils rendent compte.

Cela est apparu notamment dans les films où ils ont abordé le problème du racisme dans ses multiples manifestations : Dominique de Rivaz évoquant l'impérialisme culturel d'un enseignant français à l'école des Beaux-Arts de Casablanca, Jean-Marie Le Quertier nous contant les tribulations d'un jeune immigré malien en Côte-d'Ivoire, et surtout Gérard Crittin dans son remarquable reportage sur le racisme en Afrique du Sud.

Des reportages hors du commun

Parfois même, ils nous font bénéficier d'images que personne d'autre ne nous montrera, sur aucune chaine de télévision. Tel Gérard Crittin qui, début novembre, envoya un reportage sur les réfugiés angolais au Zaïre, fuyant l'oppression subie dans leur pays soumis aux Cubains. Tel aussi ce témoignage de Marie-Christine Férir à Prague, nous racontant comment les autorités ont saisi ses films simplement parce qu'ils montraient des affiches appelant à célébrer le 60e anniversaire de l'indépendance de la Tchécoslovaquie.

Dans ce domaine, des reportages hors du commun, il faut aussi mentionner celui de Gérard Crittin sur les grandioses funérailles nationales de l'épouse de Mobutu à Kinshasa, et où la France était représentée par Mme Giscard d'Estaing. Également le reportage de Mireille Rault à Karachi sur le départ des pèlerins pour la Mecque, ainsi que celui de Claude Charest sur une de ses compatriotes, en prison depuis plusieurs mois à New-Delhi, et celui de Jean-Marie Le Quertier sur la désintoxication des drogués dans un monastère bouddhiste de Thaïlande.

Bien sûr tout n'est pas bon, et en outre les membres du jury sont, eux, fréquemment mauvais. Ils jugent en fonction de critères contestables, privilégiant les aspects techniques et esthétiques au détriment du contenu. « La Course autour du monde » n'en demeure pas moins une des émissions les plus attachantes et les plus intéressantes qui ne fait pas mauvaise figure auprès de celles qui ont l'ambition de nous aider à mieux comprendre certains problèmes de notre temps.

Henri BERTHAULT

ESPACE

La rivalité américano-européenne

L'espace, un mot qui fait rêver. De la *« Guerre des étoiles »* à *« Goldorak »*, de l' *« Odyssée de l'espace »* à *« Rencontres du 3e type »*, le cinéma, la télévision, l'édition reflètent et encouragent l'engouement pour des mondes hors de notre monde... Pour donner libre cours à l'imagination porteuse de vieux espoirs et de craintes ancestrales, il faut certes une base matérielle crédible... et, sans nul doute, les prodigieuses découvertes scientifiques et technologiques de ces vingt dernières années de course à l'espace sont propres à frapper les esprits.

Mais comme au temps des *« grandes découvertes »* et de l'expansion coloniale européenne, la science et la promesse de mondes nouveaux cachent habilement l'enseigne sous laquelle est menée « l'épopée »...

Sait-on largement dans l'opinion publique qu'à côté de l'âpre rivalité militaire que se livrent Américains et Soviétiques pour le contrôle, d'importance stratégique, de l'espace, une dure rivalité économique et commerciale oppose monopoles américains et européens ?

1979 marquera une étape importante de cette lutte. En 1979, en effet, les États-Unis veulent réussir le premier vol orbital de leur navette spatiale tandis que les Européens entendent les battre de vitesse et réussir le lancement de la fusée Ariane. L'objectif ? La conquête de l'orbite géostationnaire d'importance capitale pour les satellites d'application (ainsi appelés par opposition aux satellites de recherche). Placé sur l'orbite géostationnaire, un satellite conserve toujours la même position par rapport à une position terrestre déterminée.

La rivalité des monopoles européens et américains

Jusqu'à présent, les Européens ne pouvaient guère utiliser cet orbite à des fins commerciales capables de construire des satellites de plus en plus perfectionnés et, dans certains domaines, supérieurs aux Américains, ils ne disposaient cependant pas de lanceurs. Ils devaient s'adresser aux Américains. Ceux-ci ont accepté de lancer des satellites européens mais en ont interdit toute utilisation commerciale !

En cas de succès, le lancement d'Ariane mettrait fin à ce diktat. Les conséquences sont importantes à la fois en Europe même et dans le monde.

En effet, une des plus importantes applications économiques des satellites concerne les télécommunications. Un exemple : la firme américaine IBM vient de décider le lancement, en 1980, à l'aide de la navette spatiale, de satellites « d'affaires » (SBS). Ce genre de satellites permettra, par un système unique, d'acheminer n'importe quelle communication (téléphone, télex, données informatiques, etc.) entre deux entreprises situées en n'importe quel point du globe. Il s'agit d'un projet, mais aux conséquences si importantes, que les compagnies téléphoniques américaines ont intenté un procès à IBM et l'ont perdu. De son côté, le capital monopoleur français entend répondre au projet SBS par celui du satellite « Télécom I ». Quand on sait l'importance que doit prendre l'informatique dans l'organisation de l'appareil de production et de gestion, on mesure l'importance de ce maillon important de la chaine que constituent les satellites de télécommunisations. Ajoutez à cela que l'Europe a, actuellement, remporté des succès par rapport aux Américains pour les liaisons entre ordinateurs et vous comprendrez l'importance des satellites de communication européens dont le lancement est prévu à partir de 1981.

Mais cela ne suffit pas à expliquer la course de vitesse entre Américains et Européens en cette année 1979.

Pour mieux la comprendre, il faut se pencher sur les besoins mondiaux en satellites géostationnaires. Dans ce domaine, la rivalité entre les deux superpuissances et celles-ci et les Européens est aiguë. Les réseaux de télécommunications, dans bien des pays du tiers monde, sont inexistants ou embryonnaires : or, dans ces pays, bien souvent, il s'agit là d'un obstacle important, notamment au développement économique.

Déjà, le capital monopoleur européen a marqué des points face aux deux superpuissances avec la vente de stations au sol, mais 1979 pourrait bien être l'occasion d'un nouvel élan.

Henri JOUR

Blagues d'Europe de l'Est

Brejnev tel qu'en lui-même

On interroge Brejnev sur son passe-temps favori.
— Je collectionne, répond-il, les blagues que les gens racontent sur moi... Mais je collectionne aussi les gens qui racontent des blagues sur moi.

Un jour, Brejnev fait venir sa vieille mère au Kremlin et il lui fait visiter ses appartements. La vieille femme n'en revient pas : partout du marbre, des meubles dans le bois les plus précieux, des porcelaines, toute la vaisselle en argent, etc.
Elle écarquille les yeux — mais s'arrête au bout d'un moment et dit à son fils :
— Dis donc, Léonide, tout cela, c'est très beau... Mais tu n'as pas peur que les Rouges viennent un jour ici ?

Un jour, Brejnev se promène sur les bords de l'Ussuri, à la frontière chinoise, avec un âne. Et de l'autre côté, au même moment, Mao Tsé-toung se promène seul.
— Eh, lance Mao par-dessus le fleuve, qu'est-ce que tu fais là avec cette vieille bique ?
— Mais, Monsieur Mao Tsé-toung, vous ne voyez donc pas que ce n'est pas une chèvre, mais un âne ?
Mao : Mais je ne t'ai pas parlé à toi !

Cinéma

«Sans famille»

Drapé dans sa grande cape noire, coiffé d'un haut de forme, un superbe nœud papillon blanc au cou, il fait tous les soirs un numéro de transmission de pensée et de voyance sous un petit chapiteau : c'est Mister X.

Jusqu'au jour où la foudre détruit le chapiteau et tue son partenaire : le petit chien Gaston. Il ne lui reste plus qu'à partir à l'aventure sur les routes, sans son compagnon. Il sera rejoint par Agostino, spectateur de la veille, frappé par les dons de Mister X. Mister X, le magicien deviendra Armando, il ne lira plus dans les pensées des gens sous le petit chapiteau comme il le faisait avec son chien Gaston. Ce qu'il va lire, et nous aussi avec lui, c'est la réalité sociale de l'Italie d'aujourd'hui, Agostino sera son auxiliaire.

Armando-Mister X est un grand personnage avec de grands yeux, rêveur mais généreux au point que sa rencontre avec la réalité, faite d'injustices et de scandales est toujours un choc. Agostino, lui, est petit et lourd, il n'a pas de cape ni de haut de forme mais une casquette et un cache-nez, il ne tranche pas dans le décor.

Armando et Agostino

Sans père ni mère, il a été modelé par l'éducation religieuse des nonnes dans un orphelinat. On lui a appris que dans cette société, il n'avait qu'à obéir sans réfléchir, qu'à se laisser tondre. Il a étudié dans une école pour être... valet.

Éducation qui a marqué Agostino : il est falot, préfère le plus souvent la soumission à la révolte. Une seule idée le guide : retrouver sa mère, comme le héros du livre d'Hector Malot. Et sa volonté de retrouver sa mère symbolise dans le film un besoin de sécurité et de protection devant une société de requins.

Voyage tragi-comique à travers la société

Cette recherche de la mère d'Agostino va être l'occasion d'un voyage à travers l'Italie et la société italienne. Le film s'inscrit dans la grande tradition picaresque (tradition espagnole où le héros, le Picaro, explore les divers milieux de la société). Nos héros, Armando et Agostino devront faire face à de nombreuses situations toutes inattendues, situations qui sont autant de gags tragi-comiques qui vont se succéder au fur et à mesure de la recherche des parents d'Agostino.

L'orphelinat

Leurs recherches vont les conduire dans l'orphelinat où a été dressé plus qu'élevé Agostino. Là, rien n'a changé, tout est toujours aussi gris qu'avant : des murs du réfectoire, aux blouses des « pensionnaires », sans oublier les vieux lits superposés du dortoir. Il s'avère que la religieuse directrice est un escroc, poursuivie pour fraude fiscale, elle fuit laissant Armando et Agostino avec les orphelins. C'est la révolte (dans la gaieté): Ils font valser les dossiers secrets sur leurs origines familiales, puis ils brûlent en chantant les portraits des directeurs. C'est aussi l'occasion d'une satire des flics, flics qui laisseront partir les escrocs mais qui ne sont pas tendres avec les travailleurs.

Matraques et mal logés

La police, on la verra encore, quand Agostino et Armando se trouveront mêlés à une manifestation massive de travailleurs de tous âges. Hommes, femmes et enfants, banderoles et portraits de Mao Tsé-toung en tête, ils se ruent pour occuper des logements neufs, dont les loyers sont inaccessibles. Les flics sont là pour défendre l'ordre et la propriété. L'immeuble devient un camp retranché, les coups pleuvent, Armando n'épargne personne.

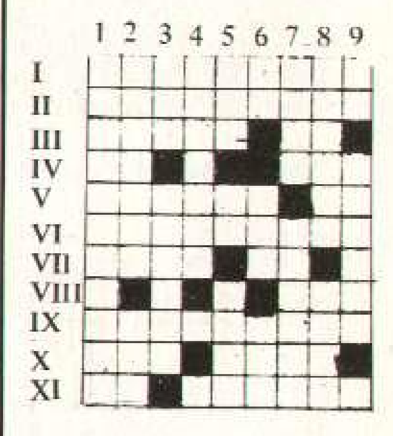
L'hôpital et le palais

Rome n'est pas la ville dont ils avaient rêvé. A l'hôpital, c'est dans l'ascenseur qu'on soigne les malades, les lits ? Il faut se battre pour en avoir un. Aux urgences, il faut venir quinze jours à l'avance. Deux mondes opposés et inconciliables : voilà ce que peint aussi ce film. Les princes richissimes refusent de reconnaître un fils tel qu'Agostino. Par contre, une vieille prostituée sauvera Agostino du suicide et l'acceptera pour fils, persuadée qu'elle est sa mère.

Ce film de Gassman est un regard lucide sur une société où il n'y a de place que pour les forts. Ce regard est toujours empreint d'un humour et d'une ironie qui réchauffent et donner confiance.

Léon CLADEL

Les mots croisés de Jean Hardy



HORIZONTALEMENT :

I. Danse provençale — II. Apprivoisées — III. Salpêtre. Coutumes — IV. Possessif — V. Maladie. Conjonction — VI. Resta immobile — VII. Elle s'allume chez beaucoup. Comme un ver — VIII. Déchet — IX. De personne, c'est tendu — X. Pas deux. A moi — XI. Préparation. Me servai d'un tournevis.

VERTICALEMENT :

1. Hors du commun — 2. Anti-feu. Pas les autres — 3. Pingre. Mi-concave, mi-convexe — 4. Pas gauche — 5. L'un des premiers navigateurs. Conjonction. Celui de mêlée est entier — 6. Promis. Pur esprit. Fleur royale — 7. Ovoïde. Plus que médiocres — 8. Déchirure. Victoire napoléonienne — 9. Préposition. Ils annoncent la pluie parfois.

Solution de nos mots croisés précédents.



RECAPITULATIF 1978

Nous avons publié :

International

No 22 - La Pologne au quotidien : témoignages . Laos : de grandes transformations. Interview du représentant palestinien à Pékin : « La Chine, une alliée totalement sûre ».
No 23 - USA : Carter sur la défensive. l'URSS contre l'Asie du Sud-Est. Tunisie : un bouillonnement interne et profond.
No 24 - Bolivie : Une écrasante victoire contre le fascisme. Italie : le PC italien veut le pouvoir à tout prix. Argentine : Marchais et Videla risquent de déchanter.
No 25 — 16 février au 2 mars 1978 - Tunisie : Une révolte qui vient de loin. Corne de l'Afrique : Les Soviétiques mettent le paquet. USA : La grève des mineurs américains.
No 26 — du 2 au 16 mars 1978 - Somalie : Entretien avec l'ambassadeur de Somalie à Paris. Italie : Le PCI en rajoute.
No 27 — du 16 mars au 13 avril 1978 - Chine : Un pays où la liberté règne pour le peuple. Belgrade : La fin d'une légende. Tunisie : Après le coup de force contre l'UGTT.
No 28 — du 13 au 27 avril 1978 - Kampuchea : L'exemple de l'agriculture. Palestine : Interview d'un représentant de l'OLP à Paris. Italie : Des Brigades d'un drôle de rouge. USA : Les mineurs poursuivent la lutte.
No 29 — du 27 avril au 11 mai - Iran : L'explosion de la colère populaire. Italie : Une législation d'exception dirigée contre le peuple. Érythrée : Les forces cubaines et soviétiques contre le peuple de l'Érythrée. Argentine : Témoignage d'un réfugié argentin sur les camps de concentration.
No 30 — du 11 au 25 mai - Palestine : 30 ans d'Israël, 30 ans de lutte du peuple palestinien. Argentine : Videla est assis sur un volcan. Kampuchea : Quand les mensonges ont odeur d'argent. Tchad : Bientôt la fin d'un siècle de pillage.
No 31 — du 25 mai au 8 juin 1978 - Argentine : Interview d'un syndialiste argentin : face à la dictature, des forces organisées. Zaïre : C'est toute l'Afrique qui est visée. Chine (dossier) : « Nous avons rencontré une Chine en bonne santé », par notre délégation.
No 32 — du 7 au 27 juin 1978 - Zaïre (dossier) : L'enjeu de l'Afrique, interview des marxistes-léninistes zaïrois. La situation au Zaïre. Espagne : Le Deuxième congrès du syndicat unitiare (reportage).
No 33 — du 21 juin au 5 juillet 1978 - Vietnam : Expulsion des Chinois : que veulent les autorités vietnamiennes ? Détente : L'offensive russe, les hésitations de Carter.
No 34 — 5 au 25 juillet 1978 - Pérou : En finir avec le régime du général Bermudez. Sud-Yemen : Autopsie d'un coup d'État pro soviétique. Asie : La pénétration soviétique (document).
No 35 — du 26 juillet au 25 août 1978 - Europe : Contre la domination américaine (dossier). URSS : Les procès de Moscou. URSS : Le Comecon, un instrument de pillage. Mauritanie : Après le coup d'État. Chine et Albanie : La Chine met fin à son aide à l'Albanie.
No 36 — du 24 août au 7 septembre 1978 - Albanie : Des coups portés à la révolution mondiale. Chine et Japon : Un traité de paix d'une importance considérable. Palestine : Deux membres du l'OLP assassinés à Paris. Argentine : Appel du PCMLA contre la répression. Non alignés : Après la conférence, l'unité saugardée.
No 37 — du 7 au 21 septembre 1978 - Yougoslavie, Roumanie et Iran : Le voyage de Houa Kouo-feng, un événement d'une importance considérable. Iran : La révolte du peuple. USA : La crise du dollar. Europe : Éléments d'analyse et réponse aux lecteurs.
No 38 — du 20 septembre au 5 octobre 1978 - Camp David : Pas de solution en dehors des Palestiniens. Corée : Kim Il Sung soutient le Kampuchea. Nicaragua : L'insurrection générale.
No 39 — du 4 au 18 octobre 1978 - Europe : 1979, année de l'Europe. Camp David : Trois semaines après (dossier). Thaïlande : Des maquis à la lisière des villes. URSS : Intrigues autour de la Macédoine. Nicaragua : Un repli, pas une défaite. Argentine : Le PCMLA, bête noire de Videla.
No 40 - Chine 1978 (dossier) : La situation intérieure, la situation internationale. Grande-Bretagne : Ford : victoire des travailleurs.
No 41 — du 2 au 16 novembre 1978 - Hanoï veut soumettre le Kampuchea.
No 42 — du 15 au 29 novembre 1978 - Kampuchea : La vérité sur la situation au Kampuchea. Reportage exclusif. Iran : Les dernières cartes du Shah. Guadeloupe : Un nouveau plan du colonialisme français. Tiers monde : Pour le retour de leur patrimoine culturel aux pays du tiers monde.
No 43 — du 29 novembre au 20 décembre 1978 - Chine : Teng Siao-ping en Asie du Sud-Est. Escalade dans la rivalité militaire des deux superpuissances. Espagne : Avant le référendum sur la Constitution.
No 44 — du 20 décembre au 10 janvier 1979 - Chine et USA : L'accord. « Démaoïsation » ou retour à Mao Tsé-toung (dossier). Europe : L'ECU, un nouveau pilier pour l'Europe. Érythrée : Escalade soviétique. Iran : Des milliers dans la rue contre le Shah.

Le PCF dans l'impasse

No 23 - Trois courants d'opposition interne : le PCF écartelé.
No 24 - Le but de Marchais dans les marchandages PC-PS
No 27 - Lettre à un dirigeant du PCF : « Non, je n'ai pas la mémoire qui flanche »
No 30 - PCF, la crise : Pourquoi ? (dossier).
No 31 - Les militants du PCF et nous. Échos d'Épernay. A mes camarades du PCF. Peut-on réformer le PCF ?
No 32 - Lille. Le PCF et nous. Sur le centralisme démocratique et le Parti communiste français par Jacques Jurquet.
No 33 - Le PCF : Ce qui devait arriver...
No 34 - « Pourquoi j'ai démissionné du PCF » par Yves Caron, membre du Comité de section de Renault-Cléon.
No 37 - Elleinstein : « Il faut aller plus loin dans la critique de l'URSS ».
No 38 - Le PCF et l'URSS (dossier).
No 39 - PCF contre PS : une campagne de circonstance.

La politique de Giscard-Barre

No 24 - Barre en Chine : un accord conforme à l'intérêt des peuples.
No 30 - Plan Barre : libre cours à la loi de la jungle.
No 31 - Barre a trouvé un truc.
No 32 - La politique de Giscard en Afrique.
No 33 - Plan Barre III : feu vert pour les requins.
No 34 - Barre « Travaille, épargne et tais-toi ».
No 37 - Deux ans de plan Barre. La politique pétrolière en mutation.
No 38 - Impôts nouveaux : où va l'argent frais.
No 43 - Rapport Farge : attaque contre les travailleurs de l'ANPE. Immigration « Semaine du dialogue » : Ce qui se dit et ce qui se fait.
No 44 - Il faut stopper l'offensive gouvernementale.

Elections législatives

Nos 22 à 28 - Les élections législatives. Les forces politiques en présence.
No 23 - Plate-forme commune du PCRml et du PCMLF pour les élections.

Documents 3e congrès du PCMLF

Nos 24 et 25 - Les documents du IIIe congrès du PCMLF.

Anniversaires

No 22 - 10e anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Messages des partis frères.
No 30 - Des militants de 1968 parlent. Pourquoi nous avons choisi le PCMLF.
No 36 - Prague 1968 : l'agression soviétique.

Dans l'actualité

No 22 - Éliane, 24 ans, morte silicosée.
No 24 - Projet Gamin : nos enfants fichés.
No 25 - Banditisme : un bon prétexte pour le quadrillage policier. Une loi barbare contre les handicapés.
No 27 - Un fait pas tellement divers.
No 28 - Marée noire : trois jours à Portsall — de notre envoyé spécial. Philippe Leclerc.
No 29 - Marée noire : le visage de la colère. L'accident du pont Wilson à Tours.
No 30 - Les justes aspirations des soldats.
No 31 - Soldats à la marée noire : le ramassage à la petite cuillère (témoignage).
No 33 - A propos des autonomes. Giscard en Corse : les promesses ne coûtent rien.
No 42 - Antisémitisme : « Le ventre est encore fécond ». Légitime défense, violence, sécurité : des magistrats de Béthune parlent (dossier).
No 43 - Des détenus politiques bretons devant la Cour de sûreté de l'État. Immigration : semaine du dialogue « Ce qui se dit et ce qui se fait ». Le problème des enfants battus (interview du docteur Strauss). Colloque à propos de la pilule.
No 34 - Justice : l'acte de juger est un acte politique (interview d'un membre du Syndicat de la magistrature.

Luttes ouvrières

No 22 — du 5 au 19 janvier 1978 - Égoutiers de Paris : Ce n'est plus comme avant. (reportage) Jacques Duroc est descendu dans les égoûts de Paris. Michelin : Les ouvriers relèvent la tête. Laving-Glaces Nantes : Victoire après six semaines de grève.
No 23 — du 19 janvier au 2 février 1978 - Lothars Paris : De solides atouts. EDF : La CGT contre la reprise du travail.
No 24 : du 2 au 19 février 1978 - CNRS : les grévistes s'organisent. Bâtiment : Par tous les temps sans sécurité. Pujaut Avignon : Un nouveau négrier.
No 25 — du 16 février au 2 mars - PTT : un vacataire licencié, tous les postiers concernés.
No 26 - INA : Les hors-statuts veulent le statut.
No 28 - Dukerque : Victoire des ouvriers comoriens.
No 29 - CAF : (Caisse allocations familiales) Paris : L'assemblée des délégués c'est bien !
No 30 - La grève des hospitaliers. Marseille : 20 000 travailleurs ne veulent pas couler avec Terrin.
No 31 - Vosges : Boussac quand les capitalistes restructurent les travailleurs trinquent.. Kodak (Vincennes) Les 4 X 8 en lutte. Fontenay-aux-Roses RATP : Ça ne pouvait plus durer.
No 32 - Paris Hôpital St-Anne : Une grève exemplaire. Vosges : Les travailleurs veulent vivre et travailler au pays. De nos envoyés spéciaux Yves Lepic et Bernard Novion.
No 33 - Renault : « Nous vivrons ce que nous gagnerons » (reportage). Vosges : Histoire d'un monopole, Boussac. Montreuil-la-Noue : Paris province impression - Un patron de combat. le PCF.
No 34 - Le Mans : Interview de syndicalistes de Renault. Boussac : Nous ne désarmerons pas même pendant les vacances. Moulinex : Elles se sont emparées de leur lutte. SNIAS : Défendre le Concorde et l'Airbus ou défendre les travailleurs ?
No 35 - Tanneries le Puy : On prépare la rentrée.
No 36 - Interview d'un aiguilleur du ciel marxiste-léniniste.
No 37 - La Ciotat Chantiers navals : Comment se présente la rentrée Aiguilleurs : Interview de deux délégués CGT du radar de Bretagne. Éternit Nord : Quand ceux de l'amiante ciment disent non. Grenoble : Bilan de la grève à Berton-Dickinson.
No 39 - Rennes-Fougères : le conflit de la SPLI. Marseille : Terrin quelle voie ?
No 40 - Sidérurgie : une grève coupée dant son élan. Postiers et cheminots : la base veut la lutte.
No 41 - Montreuil : grève des communaux : « Faire grève contre la mairie PCF n'est pas facile ».
No 42 - SFP : Les travailleurs restent vigilants.

Syndicats

No 22 - Encore deux exclusions à la CFDT.
No 24 - La CGT a bien changé !
No 25 - Remous dans la CGT.
No 29 - 9e congrès de la FSM : accentuation des contradictions.
No 30 - La CGT doit quitter la FSM.
No 31 - Crise à la CGT.
No 32 - Le comité de grève indispensable à la lutte.
No 33 - Interview de syndicalistes CGT de Renault-Le Mans. Pour les militants CFDT, un choix entre deux lignes.
No 37 - Interview de deux délégués CGT du radar de Bretagne. Après l'accord dans la métallurgie, accueil très réservé à la CFDT.
No 38 - A propos des comités de grève. Unissons-nous à la base dans la lutte et pour la lutte. Le congrès de Nantes de la CGT en 1938.
No 39 - 40e congrès de la CGT : détruire ou aménager le capitalisme ?
No 40 - 40e congrès de la CGT : lutter avec qui et comment ?
No 41 - 40e congrès de la CGT. Quelle démocratie. Pour quoi faire ? (dossier).
No 42 - 40e congrès de la CGT : à l'heure du bilan.
No 44 - 40e congrès de la CGT. De meilleures conditions pour les batailles à venir.

Luttes paysannes

No 26 — du 2 au 16 mars 1978 - Laval : « Wessafic, escroc ton procès tombe à l'eau ».
No 27 — du 16 mars au 13 avril 1978 - Ille-et-Vilaine : Exclusion de la famille rurale d'Ille-et-Vilaine. Une pierre qui leur retombera sur les pieds.
No 28 - Les Pennes-Mirabeau (13) : Ouvriers agricoles : seule la lutte paye. Marée noire : Rencontre avec un Paysan-Travailleur du Finistère.
No 29 : Loire-Atlantique : Après une longue lutte la famille Pellerin réintégrée.
No 34 - Les conditions de vie des ouvriers agricoles (enquête).
No 35 - Larzac : Sept années de lutte : une agricultrice nous écrit : « Le congé maternité, on nous le doit ».
No 36 - Le tribunal a dû donner raison à un fermier - Victoire à St-Dizier-la-Tour (Sarthe).
No 37 - Fête anti-expulsion à Pezé-le-Robert (72) (reportage).
No 38 - Gard : Des arboriculteurs contre la pollution. L'école à la campagne : Témoignage de Claude et Jacqueline, petits paysans de la Sarthe.
No 43 : La marche des paysans du Larzac vers Paris.

La lutte des travailleurs immigrés

No 22 - Les droits des travailleurs immigrés : Les paroles et les actes.
No 23 - Foyers Sonacotra : La 4e année de lutte.
No 26 - Foyer Sonacotra de Montreuil-la-Noue : « Messieurs du PCF du balai ».
No 29 - Gennevilliers : Victoire contre une expulsion.
No 30 - Cité de transit de St-Denis : Ça a brûlé comme à Pailleron.
No 32 - Les conditions de vie et de travail des travailleurs africains en France.
No 33 - Menaces contre les immigrés : faire échec à Stoléru.
No 34 - Le sale plan d'été contre les immigrés.
No 35 - Sonacotra : Maintenir la vigilance.
No 37 - Extension de la grève Sonacotra dans l'Est.
No 38 - Les foyers de travailleurs immigrés : un front de lutte de classe.

No 40 - La police contre les résidents.
No 41 - Foyers Sonacotra : une nouvelle étape dans la lutte.

Culturel

No 22 - Charlie Chaplin : un rire qui sonne juste.
No 30 - Concert en direct de Pékin.
No 32 - Jules Verne : la foi dans la science, la crainte du prolétariat.
No 33 - Dix ans après les ateliers populaires, la technique de la sérigraphie.
No 34 - Diderot, un philosophe révolutionnaire.
No 37 - Au Centre Beaubourg, l'exposition « Paris-Berlin » (1900-1933).
No 40 - Exposition Le Nain. Douleur, dignité, espérance des paysans.
No 42 - Nous, Noirs américains, évadés du ghetto (Notes de lecture).
No 43 - Joris Ivens, un cinéaste révolutionnaire.



ALGERIE

Les Algériens n'oublient pas

L'Algérie vient d'être durement touchée par la mort de son président Houari Boumediène. Par des extraits du roman jusqu'alors inédit *« L'Oued en cru »*, nous publions une des pages glorieuses de son histoire. Ce roman a été écrit de mai 1957 à décembre 1961.

« L'Oued en crue » **s'achève par les lignes qui suivent et évoquent les grandes manifestations patriotiques de masse de la fin des années 1960 et des années qui suivirent.**

« Des remous puissants agitaient la foule. Un peu plus bas, l'armée repoussait les manifestants. Aux grenades lacrymogènes avaient succédé de véritables grenades offensives. On avait relevé des blessés. Il y avait eu plusieurs morts. Comme ça, simplement, les mains vides pour avoir crié leur soif de liberté, l'amour de leur pays.

La mère et ses amies se trouvèrent soudain au contact des militaires. Et tout à coup, elle entendit partir d'une terrasse voisine des « zer'arit » (*) aigus de plusieurs jeunes filles. Un frisson d'émotion parcourut son corps. D'instinct, elle répondit de toute sa gorge en poussant à son tour l'un de ces cris interminables comme elle n'en avait plus lancé depuis son départ de la Kabylie. Toutes les femmes reprirent à leur tour et leurs appels montèrent si haut, que les soldats surpris en furent quelques instants comme cloués sur place. Mais l'un d'eux, plus prompt à se reprendre, un para, dirigea le canon de sa mitraillette sur la poitrine de la mère. *« Tais-toi et recule*, dit-il, *ou je tire »*

Alors la vieille Algérienne soulevée par une colère inconnue, avança d'un pas, droit sur l'arme, jusqu'à la toucher de son corps. Le visage relevé fièrement, elle emprisonna d'un regard terrible celui de son assaillant et, dans un français malhabile, cria d'une voix réhaussée par le lourd silence qui s'était établi instantanément :
« Parce que, tu as peur de nos moudjahiddines dans les montagnes, tu viens ici pour tuer une mère ? Tire donc si tu l'oses, enfant de France ! »

Le para mit un doigt sur la gâchette de son arme. Des centaines d'yeux étaient fixés sur les deux antagonistes, dans ce silence qui appartient aux dimensions du tragique et de l'histoire.

« Tire si tu en as le courage ! » répéta Houria.

Le canon de la mitraillette s'inclina lentement vers le sol et le militaire, ne pouvant plus soutenir le regard de la mère, baissa les yeux.

Une véritable explosion de cris salua cette victoire. Partout la foule se mit à scander :
« Tahia el Djezaïr ! Tahia el Djezaïr ! »

D'innombrables drapeaux verts et blancs furent déployés au-dessus des têtes. Houria fut de nouveau ballotée dans la mer humaine. (...)

Peu après, les barrages français furent rompus. Les manifestants submergèrent les soldats. Un cortège immense se forma et se dirigea vers le centre. Des centaines et des centaines de jeunes et d'enfants marchaient en tête clamant d'une seule voix : *« Mort au colonialisme ! Vive l'Indépendance ! »* Nombre d'entre eux portaient des pulls verts et des foulards blancs, incarnant le drapeau vivant de leur nation en marche. Tous étaient animés d'un indescriptible enthousiasme. Que pouvaient donc contre eux le fer ou le feu ? Ils n'avaient plus rien à perdre, mais tout à gagner !

(*) Cri traditionel lancé par les femmes à l'occasion des grands événements ; « You-you » en terme populaire.